

COLLECTION

unef

58°
congrès
orleans
1-5
avril
1970

RAPPORT

UNIVERSITAIRE

suppl. UNEF-INFORM. N°11

CPPP 286 968

D.G. Luc Barret

INTRODUCTION : SITUATION GENERALE DES LUTTES UNIVERSITAIRES

I. - Capital et Emploi.

Depuis 1945, le rythme de développement de l'économie française se caractérise par un taux de croissance élevé. La production double en 10 ans, alors que, avant la guerre, il fallait une cinquantaine d'années. Ce développement, quoique freiné par les contradictions entre les diverses couches de la bourgeoisie et quoique gêné par la résistance des travailleurs à l'exploitation sans cesse accrue est guidé essentiellement par les choix de la bourgeoisie monopoliste.

Du fait de l'expansion du capitalisme français depuis 1947, de la véritable révolution technologique qui l'accompagne, du fait de la nécessité de produire plus, d'améliorer la qualité des biens et des services, d'intégrer le progrès technologique dans les diverses activités de l'économie, le capitalisme français a un besoin urgent d'une hausse de la qualification générale, il a besoin d'un accroissement du nombre de travailleurs de certaines catégories au dépens d'autres. C'est ainsi que les travaux de la commission de l'emploi du Vème plan, révélateurs de la vision que la bourgeoisie a de ses problèmes font ressortir pour la période 63-70 les estimations d'augmentations suivantes :

- + 56 % de techniciens et agents techniques
- + 60 % de dessinateurs
- + 75 % de personnel scientifique
- + 31 % d'ingénieurs
- + 30 % de cadres moyens et administratifs
- + 48 % de cadres supérieurs et administratifs.

Ces besoins mettent en valeur le rôle actuel de l'université et de l'école dans le développement des forces productives (formation professionnelle).

Définissant six niveaux d'études et de qualification au moment de sa rédaction et tentant de codifier d'une manière encore confuse les différentes structures de l'enseignement en fonction de leur rôle économique et en tentant d'introduire une régulation dans leur processus de développement (stagnation du secteur 5 baisse du secteur 6) le texte de la commission de l'emploi préfigurait les tendances actuelles de la politique bourgeoise de destruction des cadres de l'école et de l'université libérales et leur remplacement par de nouveaux appareils scolaires mieux adaptés aux nécessités du capitalisme.

On peut dégager ainsi les principaux traits de l'évolution actuelle de l'emploi :

1. nécessité d'une hausse moyenne relative de la qualification (personnel scientifique, techniciens et agents de gestion).
2. une orientation générale de ces besoins vers les secteurs scientifiques, administratifs et gestionnaires aux dépens de la formation dite "culturelle" (fac de Lettres, etc,...).
3. nécessité de dégager une élite de cadres supérieurs rompus à toutes les pratiques technocratiques et directement liés au patronat (hauts salaires, formation élitaire).

.../...

Or, les structures de l'appareil scolaire et universitaire se sont trouvées inadaptées aux nécessités de développement du capitalisme monopoliste, inadéquation qui se révèle avec d'autant plus de vigueur que la concurrence internationale (CEE) devient plus lourde. L'appareil scolaire était bloqué dans son développement (au sens capitaliste du terme) par l'importance des couches archaïques dans ce système, ce qui se manifestait par l'attachement à l'humanisme classique, par une conception élitiste de l'université, etc,... C'est donc la crise de la formation que doit résoudre la bourgeoisie, et cela en étant en but à une double contradiction :

- contradiction au niveau économique, entre la nécessité de la formation et son coût social ;
- contradiction au niveau politique, entre la nécessité de la hausse du niveau de qualification et la perpétuation des rapports de production.

La double contradiction.

- Le coût social de la formation : la bourgeoisie doit assurer la formation professionnelle de la main-d'oeuvre nécessaire à l'économie de la manière la moins coûteuse. Mais cette transformation de la fonction de l'école et de la formation de personnel et de techniciens coûte cher. "Unanime pour concevoir la nécessité d'une réforme, la bourgeoisie est partagée quand il s'agit d'en assumer les coûts. Les bourgeois se proposent collectivement une réforme, dont individuellement ils refusent les moyens". Ainsi la volonté de modernisation se traduit par des mesures partielles ne répondant qu'aux intérêts à court terme du patronat.

- L'aspect politique de la hausse du niveau de qualification : celui-ci est un danger réel pour l'ordre existant. La fonction économique est indissociablement et contradictoirement liée à la perpétuation des rapports de production capitaliste par la diffusion de l'idéologie bourgeoise qui les dissimule aux yeux de tous les salariés. La hausse générale de qualification ébranle dans sa stabilité le monopole du savoir scientifique sur lequel la bourgeoisie appuie sa domination idéologique. Il est à cet égard utile de citer à nouveau le PDG de Kodak Pathé, ses paroles résument fort bien les dangers que pressent la bourgeoisie :

"Il n'est pas besoin de vivre dans un pays où il y a un excédent de personnes hautement qualifiées car en période de crise, cette jeunesse qui a longtemps étudié et qui se trouve sans situation convenable présente non seulement une perte sèche étant donné les investissements faits mais encore un risque pour l'ordre établi..."

Dans ces conditions, la bourgeoisie cherche encore à dispenser le moins possible le savoir scientifique ; mesures sélectives et orientation, enseignement étroitement spécialisé sont l'expression de cette politique. Au savoir scientifique nécessaire la bourgeoisie substitue le suffisant en y ajoutant une forte injection d'idéologie bourgeoise.

En même temps, elle entretient des mythes tels l'idéologie de la promotion individuelle et surtout l'idéologie scientiste (voir à cet égard le Manifeste Radical, belle expression de cette idéologie néo-capitaliste).

C'est donc en fonction de ce double impératif (réduire le coût de formation, réaliser l'intégration idéologique) que le capitalisme va essayer de rentabiliser l'École, Rien d'étonnant à ce que les préoccupations économiques à court terme l'emportent toujours sur les préoccupations économiques à long terme (langues vivantes, par exemple) et les préoccupations politiques sur les préoccupations économiques (Loi FAURE).

II. - De l'Université libérale à l'Université technocratique : La politique du Pouvoir.

1) L'Université Libérale.

L'université libérale n'assurant que la formation d'une minorité destinée à des professions libérales (médecins, juristes, professeurs) disparaissait lentement depuis l'après guerre ; le développement des forces productives entraînait l'accroissement du nombre d'étudiants, la diversification des débouchés, et même une valorisation nouvelle de certaines professions (professeurs devenant servants intellectuels du capital et non plus détenteurs privilégiés du savoir bourgeois chargés de le transmettre). Ainsi l'université libérale de l'après guerre découvrait sa nouvelle fonction de transmission de l'idéologie bourgeoise et de justification des rapports de production capitaliste, elle passait à la fonction de reproduction élargie de la force de travail (cf. texte BARRET) comme prioritaire la transmission de l'idéologie ne justifiant que cette nouvelle fonction. Mais le cadre structurel se révéla trop étriqué, d'adaptation en réforme localisée, le cadre institutionnel de l'université libérale devenait gênant pour le développement des forces productives et les besoins du capitalisme français,

2) Caen et Amiens.

Le colloque de Caen, fut la concrétisation de ces nécessités. Regroupant universitaires et patrons il tenta de définir clairement à moyen et long terme les desseins du grand capital. Industrialisation de la recherche, financement privé, sélection impérative à tous les niveaux, objectifs définis par la bourgeoisie furent repris un an plus tard par le colloque d'Amiens sous les thèmes de pédagogie d'élite, d'autonomie d'unités d'enseignement ouvertes à l'économie régionale. Mais ces réformes nécessitaient de la part du patronat un effort d'investissement à long terme pour la création de voies nouvelles (IUT, facultés de cycle court, modernisation du matériel d'enseignement). Pressés par des échéances conjoncturelles (Marché Commun, problèmes sociaux intérieurs : remontée des luttes ouvrières, luttes étudiantes) le patronat instaura un système de formation rapide et spécialisé distinct de la formation élitaire, fortement orienté vers la formation scientifique et devant régler les problèmes les plus urgents, dont rattraper le retard scientifique. Le Plan FOUCHET fut donc réalisé et instauré dans les facultés, sa sélection guillotine, ses passerelles offrant des débouchés fantomatiques dans les facultés des Lettres, la crise de l'emploi et l'augmentation massive du nombre des chômeurs en 1967-68 se répercutant sur l'enseignement furent les causes les plus profondes de la révolte du mois de Mai. La bourgeoisie incapable de se donner les moyens d'atteindre ses objectifs les plus limités (Plan FOUCHET) envoyait sa police calmer le malaise étudiant.

3) Mai 1968 et la Loi FAURE

Comme dans chaque crise révolutionnaire étouffée ou écrasée par la bourgeoisie, Mai 1968 permit aux fractions avancées de celle-ci (grand capital) de tenter de dépasser la contradiction structures universitaires fonction de l'université en récupérant et en dénaturant un certain nombre des objectifs mis en avant de manière confuse, il faut le dire, par la masse des étudiants et des enseignants. Le blocage de l'institution universitaire pendant quatre mois (de Mai à Octobre) était une bonne aubaine, et permettait de faire le grand nettoyage qui avait commencé lors de la reprise de la Sorbonne et qui se terminerait par la reconstruction sur les ruines de l'Université libérale, de l'Université de Caen et d'Amiens. Ainsi donc, la bourgeoisie annonça en plein mois d'août la naissance de son dernier rejeton, la loi FAURE. La personnalité même de l'auteur -jongleur et illusionniste - ne faisait qu'ajouter à l'espoir d'un changement radical solidement assis sur la majorité de juin 1969. Définies par PEYREFITTE comme "devant répondre aux besoins de l'économie

de la nation en lui fournissant les cadres dans tous les domaines", l'école et l'université se transformaient quantitativement et qualitativement ; elle devient l'université de masse chargée de la formation des cadres moyens capables de s'insérer rapidement dans la production. Augmentation du nombre des étudiants ne signifiait pas démocratisation comme le prétendait LEROY ou DUHAMEL. Il n'y a pas de choix politique pour la bourgeoisie entre Université de masse et Université d'élite. Il y a classification des fonctions des appareils universitaires. L'université de masse, soudée au secondaire, coexistera sans la rencontrer (dans un proche avenir) avec l'université d'élite chargée de former les cadres de la nation, technocrates et managers, gestionnaires et bourgeoisie stricto-sensu. La Loi FAURE proposa un organigramme des modalités pratiques de ces options : introduction du patronat par la création de conseils, diversification de l'enseignement par la création d'UER et la sélection, orientation souple en faisant appel au sens de la responsabilité des enseignants et des étudiants, en bref la phraséologie moderniste de FAURE s'intégrait parfaitement dans le projet gaullien de troisième voie, d'association capital-travail, reprise dans cette période par un certain nombre de représentants du capital industriel encore effrayés par la crise de Mai.

Les préoccupations politiques de la loi FAURE sont évidentes : le ministre avait compris, d'une part, que l'hyper-centralisation de l'appareil universitaire était responsable de l'extension rapide des luttes sectorielles à tout l'appareil, et que, de l'autre, il importait de couper la masse des étudiants des révolutionnaires. Aussi bien, la création de multiples UER en tant que déconcentrant l'appareil sans remettre en cause le pouvoir central, et qui, de plus, permet d'introduire avec souplesse et par la bande le patronat local, que la participation répondaient autant à des objectifs politiques qu'économiques.

Mais trois réalités ont fait échouer la politique fauriste ou du moins l'ont considérablement gêné :

1) L'université libérale n'est pas morte de Mai-Juin.

Le blocage pendant quatre mois de l'institution universitaire n'a pas amené sa disparition. Au contraire, la modification du rapport de force global entre bourgeoisie et prolétariat a permis aux forces conservatrices de réapparaître et de s'opposer aux initiatives modernistes de certaines fractions de la bourgeoisie par l'inertie (ZAMANSKI, Fac de Sciences, DELLOFFRE et Mouvement étudiant de droite). Les mandarins résistent dans la citadelle de l'Université libérale, plus encore, ils se font les défenseurs de la culture et de l'idéologie bourgeoise, de leur monopole du savoir. Dans cette bataille, ils ont trouvé un allié de choix dans les couches les plus archaïques du patronat qui voit dans l'adaptation de l'université aux besoins du grand capital un facteur de plus de leur disparition.

2) Les réformistes se sont emparés des conseils

Leur empressement à cautionner la politique fauriste (abstention des communistes sur le projet de loi, soutien de la SFIO, participation de l'UEC aux conseils) fut et reste sans nul doute l'élément moteur de la transformation des structures de l'université au profit du capital organisant la pénurie, combinant les nouveaux enseignements, développant la pluridisciplinarité et le contrôle d'assiduité, ils sont les meilleurs agents des fractions les plus éclairées de la bourgeoisie dans l'école et l'université, jouant même à l'occasion le rôle d'administrateurs bénévoles et se substituant à l'appareil de répression du pouvoir (PC à Vincennes), ils assurent à moindre coût pour la bourgeoisie la formation de nouveaux travailleurs. Mais leur opposition démocratique réformiste est un frein non négligeable aux desseins de la grande bourgeoisie, s'ils préparent les universités concurrentielles, ils refusent

la parcellisation des facultés, s'ils organisant la pluridisciplinarité, ils refusent la rentabilisation, s'ils participent aux conseils, ils refusent l'introduction du patronat ; autant d'éléments faits pour indisposer les couches les plus réactionnaires du patronat, rejetant FAURE dans le camp des "communistes", mais aussi pour indisposer la fraction du grand capital désireuse d'arriver rapidement à ses fins.

3) La combativité du mouvement étudiant

La lutte pour le boycott lancé par le mouvement étudiant permit pour une grande partie le blocage du procès intégrationniste de FAURE, facilitant les attaques des conservateurs vis-à-vis de la restructuration proposée à travers les conseils. Le mouvement étudiant par sa politique permit de mettre à nu les clivages existants au sein de la bourgeoisie et de dévoiler le rôle des organisations réformistes dans un tel processus.

a - GUICHARD.

Nouvelle tactique, nouvel homme : ces tâches la bourgeoisie les a confiées à un tandem rassurant, directement lié au patronat, ou représentants de l'industrie et technocrates prudents. Olivier GUICHARD et son compère BILLECOQ ne laisseront pas leurs noms à un plan ou à une réforme avortée ; ils travaillent patiemment mais sûrement pour répondre aux désirs du capital. Les contradictions internes du système et de l'école sont tels, la normalisation de Mai 1968 si précaire, qu'il faut agir selon la formule avec une main de fer dans un gant de velours. Ainsi le ministère actuel agit selon deux tactiques :

Lorsque le rapport de force lui semble favorable (normalisation, isolement) il promulgue un décret organisant de manière nationale une mesure (rentabilisation des oeuvres - augmentation des droits d'inscriptions, sélection en médecine, langues) la mesure prise, il attend la réaction du mouvement étudiant et met alors en avant des alliés conjoncturels (conseils de gestion transitoire, syndicat autonome). Ceux-ci appliquent sa politique, lui laissant une autonomie politique permettant de les désavouer ou de durcir sa position si le rapport de force global venait à changer (réprimandes aux conseils qui ont refusé d'augmenter les droits sous la pression étudiante, silence de désapprobation pour le conseil de Dauphine, qui avait exclu 8 assistants lorsque les forces démocratiques (SNES, SNESUP, etc,...) ont appuyé la demande de réintégration). Mais cette tactique présente un inconvénient majeur : la nécessité de faire à priori l'analyse du rapport de force (opération test), d'organiser la restructuration de l'université en fonction d'une problématique purement politique.

Le ministère GUICHARD préfère donc une seconde tactique plus subtile, et à long terme plus rentable : elle se caractérise par l'absence de plan national, par l'utilisation des particularismes universitaires, ses situations les plus diverses des facultés, nées de Mai 68. C'est l'empirisme le plus absolu dans les transformations structurelles. A chaque cas concret, une réponse concrète tendant à rentabiliser, à orienter ce secteur particulier vers l'objectif général, centraliser pour diversifier, pour organiser les universités concurrentielles (pour cela il utilise les transformations des conseils de gestion, la création des nouvelles UER, les conditions désastreuses sur le Plan budgétaire, la sélection multiforme, "l'introduction souple du patronat). Cette tactique a l'avantage d'éviter un choc frontal avec le mouvement étudiant, d'éviter la cristallisation du mécontentement étudiant, Embrigadé en Ière• année dans un système où il ne comprend rien, soucieux de comprendre la complexité des organigrammes du pluridisciplinaire des unités mineures et

.../...

majeures, rassuré par les propos démagogiques des administrateurs de l'UNEF-RENOUVEAU et du P.C., l'étudiant ficelé, ligoté dans un nouveau carcan bureaucratique-participationniste, termine ses études et se retrouve sans débouchés, individualisé sans autre perspective que d'essayer de passer les examens que le patronat lui propose pour rentrer dans telle ou telle profession.

Mais, cette tactique subtile se conjugua avec une stratégie diversifiée selon les secteurs. De façon sommaire, on peut dire :

- le pouvoir met à l'abri les grandes écoles. Il est significatif que Polytechnique vienne de connaître une réforme : on pourra choisir, à son terme, entre la fonction publique ou la secteur privé et cela sans avoir à rembourser l'armée. Notons aussi que la pénurie et l'austérité ne se font guère sentir dans les Grandes Ecoles.
- Il tente de diviser les facultés de Sciences et de Sciences Eco. en facs de pointe et facs de masse (cf. les projets Zamanski ou l'expérience de Dauphine).
- Il fait le cordon sanitaire autour des facs de Lettres où de temps en temps, en fonction des rapports de force, il liquide les secteurs non rentables (Langues ; l'année dernière, suppression du premier cycle de socio, avec multiplication, cette année, de centres semi-publics de psychologie sociale), le seul point de verrouillage du système étant les concours de recrutement où le pouvoir ne peut rien céder.

III. - Fondements de la lutte anti-capitaliste du mouvement étudiant à l'Université.

"L'évolution de l'université capitaliste ouvre des possibilités pour les luttes étudiantes de s'insérer dans le champ de la lutte des classes. En effet, la grande masse des étudiants n'est plus destinée à l'intégration automatique dans la classe dominante, mais à des professions et des qualifications soumises directement au despotisme de la grande entreprise et du capital. A sa manière, le travail intellectuel devient un travail social abstrait, largement interchangeable d'un individu à l'autre. La condition de salarié exploité a malgré des contradictions importantes, de plus en plus de traits communs pour une grande partie des travailleurs intellectuels, et des travailleurs manuels. Cette situation nouvelle de la division capitaliste du travail a des répercussions importantes sur la conception que se font les classes dominantes de l'Université et du type de culture qu'elle doit dispenser. Il ne s'agit plus de dispenser une culture aristocratique mais de former en grande masse des spécialistes adaptés aux besoins de la grande industrie capitaliste. Cette pénétration de la division capitaliste du travail à l'Université rend possible des luttes sur le terrain universitaire (structures et contenu de la formation en liaison avec le devenir de classe) ayant des aspects revendicatifs qui soient une jonction effective avec le combat de la classe ouvrière contre la régime capitaliste."

"Mais une simple lutte revendicative est insuffisante pour faire peser le poids spécifique des étudiants dans la lutte des classes : car la fraction productive des mensuels, cadres et techniciens se caractérise par une situation ambiguë et bi-polaire, plus particulièrement sensible

.../..

"à l'Idéologie dominante. L'idéologie du professionnalisme, etc...). C'est pourquoi "toute lutte sur la formation, même si elle comporte des aspects revendicatifs doit "être aussi politique et idéologique et ne peut être assumée qu'en fonction des "intérêts généraux de la classe ouvrière, donc par une organisation politique de "masse."

"Il n'y a pas de séparation entre la fonction économique (formation professionnelle) "et la fonction idéologique de l'université, l'idéologie fait partie intégrante de "la formation et du métier et n'est nullement réservée aux bastions de l'université "libérale moribonde". (Congrès de Marseille - Texte d'orientation)

Les fonctions de l'Université (au plan économique, formation d'une main d'oeuvre qualifiée, au plan idéologique et politique, justification des rapports de classes existants et tentatives de nouer des alliances de classes) se trouvent en but à des impératifs économiques à court terme (réduire le coût de formation) et à la crise idéologique du système de production capitaliste. Ainsi la bourgeoisie doit-elle rentabiliser l'Université à tout prix, au détriment même de l'intégration idéologique des étudiants, et se trouve, dans une certaine mesure, dans l'incapacité de justifier l'ordre social existant.

Les nécessités de la formation d'une grande masse de travailleurs intellectuels adaptés aux besoins du Capital, le devenir de classe ambigu des salariés intellectuels, la volonté d'assurer la formation au moindre coût sont autant d'éléments qui expliquent le développement des luttes étudiantes en même temps que leurs limites. Aussi importe-t-il d'organiser les luttes étudiantes sur le terrain de l'Université afin qu'elles prennent une valeur anti-capitaliste, c'est-à-dire soient assurées en fonction des intérêts de la classe ouvrière, et contribuent à affaiblir sur ce terrain la bourgeoisie, ce qui permettra au mouvement étudiant, organisé dans l'UNEF, de peser de tout son poids dans la champ de la lutte des classes. C'est donc en fonction de trois objectifs que toutes les actions doivent être menées :

- accentuer les contradictions du système capitaliste au niveau de la structure de formation ;
- élever le niveau de conscience politique des masses étudiantes ;
- renforcer la cohésion et l'unité du mouvement.

IV. - Les forces à l'Université.

1) Le mouvement étudiant.

- Nos faiblesses : les forces du pouvoir.

* Nombreuses exclusions dans les lycées, dans quelques Grandes Ecoles, dans les facs.

* Le pouvoir a repris l'initiative, c'est lui qui a choisi le lieu et le moment de ses interventions. (50 Frs, Médecine, Langues, Médecine).

* Tout un marais étudiants et enseignants ayant suivi le mouvement de Mai sont apparemment neutralisés et calmés (en tout cas ne sont pas encadrés par la gauche

.../...

étudiante), et ne réagissant que conjoncturellement et sectoriellement à des mesures du pouvoir : pas de solidarité en chaîne contre la répression, la suppression du 1er cycle de Socio., etc, ce marais aux illusions réformistes a assez bien voté et se trouve représenté par des délégués dans de nombreuses facultés (Médecine Lille, Pharmacie, Droit). Le P.C.F. tente à le représenter en respectant des conventions favorables au pouvoir : dialogue courtois dans les commissions paritaires, petites négociations secrètes et arrangements avec l'administration donnant-donnant.

Il faut toutefois noter que les luttes de masse menées dissipent de plus en plus les illusions réformistes et fait se rallier ce marais au mouvement.

* La droite étudiante et enseignante craint beaucoup moins de s'exprimer au grand jour. L'extrême droite encore faible a mené quelques provocations minorisantes pour l'extrême gauche (Montpellier, lycées).

* Aux yeux de l'opinion : la participation fonctionne et les examens ont été passés. Le mouvement étudiant après avoir été isolé est beaucoup moins suivi donc moins dangereux politiquement.

* Les groupuscules sont assez divisés et théoriquement ou pratiquement, peu d'entre eux investissent leurs forces dans l'UNEF.

- Nos forces outre les actions menées :

Le fonctionnement de l'institution (méthodes d'enseignement, contrôle des connaissances, programmes) est d'une diversité considérable produit à la fois des pratiques traditionnelles d'avant Mai, et réformatées acceptées par les profs. Cette diversité de pratiques gênantes pour homogénéiser les objectifs immédiats de lutte, l'est encore plus pour le pouvoir dès lors qu'ayant l'initiative il doit de plus transformer l'institution pour l'adapter aux besoins de la reproduction élargie de la force de travail et de la fonction politique que recouvre cette fonction sociale. En effet, le moindre décret sur les modalités du contrôle des connaissances, la répartition horaires d'enseignement et de T.P., les méthodes d'enseignement, le taux de sélection, ne peut que provoquer des réactions compte tenu qu'il met en cause un statu-quo précaire entre profs et étudiants réalisé par conflits-dialogues successifs. De plus, cette pratique des négociations directes profs-étudiants malgré son caractère réformiste fait bien sûr double emploi, mais plus efficacement avec les commissions paritaires.

Une prise de conscience collective accumulée à une conscience de la force de l'action collective et d'une solidarité étudiante dépassant largement le cadre de l'amphi ; une expérience de l'action collective, des militants en assez grand nombre ne craignant pas les affrontements, liés très souvent à des groupes d'extrême gauche et à l'organisation de masse étudiante, tels sont les acquis principaux de Mai qui pour plusieurs années maintiendront un rapport de forces dans lequel le pouvoir doit constamment tenir compte des étudiants et de leurs organisations. Enfin, pour la première année des actions de contestation du contenu idéologique de l'enseignement ont été menées, mettant en cause la fonction politique de l'Université par l'idéologie qui y est diffusée.

2) Les autres forces de l'Université

1. - Les enseignants : en grande partie humaniste le corps enseignant s'est rallié après Mai à une réformisme capitaliste, pourvu qu'il respecte certaines conditions :

.../...

* respect des situations en place ;

* respect de l'autorité de ces enseignants. Cette couche opposée au Plan Fouchet est donc devenue alliée du pouvoir contre les étudiants.

a) les couches :

- Les professeurs libéraux et conservateurs, mandarins, ont retrouvé une grande partie de leur autorité, mais pas toute, loin de là, sur leurs subordonnés. Des contradictions s'y développent dès que se posent des problèmes de réformes des structures, des programmes, etc. En général, ces conflits nous intéressent peu, mais parfois il faut les exploiter (lorsqu'il y a affrontement entre enseignants progressistes et enseignants réactionnaires de façon critique, nous devons soutenir les enseignants progressistes pour que réciproquement ceux-ci nous soutiennent, sinon ils seront battus et éliminés : nous avons bien sûr intérêt à maintenir le maximum de contradictions au sein du corps enseignant), lorsque c'est au sujet de la nomination des enseignants.

- Les assistants et maîtres assistants ont été bénéficiaires de Mai, leurs pouvoirs se sont accrus, le gouvernement peut encore chercher à les conquérir malgré les mandarins par des concessions plus grandes parce que techniquement ils sont plus efficaces et politiquement parce qu'ils sont réformistes. Dès lors, leurs conflits d'autorité avec les mandarins ne sont pas des conflits relevant de la lutte de la classe ouvrière, mais des conflits au sein d'une couche salariée de la bourgeoisie et dans chaque cas seule une analyse des thèmes et des revendications des assistants permettra aux militants d'intervenir ou non ; dans le cas où ce serait oui, des concessions de la part des assistants devront être exigées en échange du soutien étudiant. Au contact permanent des étudiants, soumis encore à un despotisme mandarin, les assistants constituent une couche d'alliés potentiels du mouvement étudiant au sein de laquelle l'hégémonie de l'extrême-gauche n'étant pas encore établie, avec laquelle par conséquent il importe d'avoir des rapports en situation de direction des luttes et non pas de suivisme.

- Les moniteurs issus récemment du milieu étudiant doivent faire l'objet d'un travail politique d'autant plus insistant et non antagoniste (sauf si le moniteur est réactionnaire) :

- 1) Que leur statut juridique et économique n'étant pas reconnu par un salaire et une titularisation.
- 2) Qu'ils sont susceptibles d'évoluer politiquement compte tenu justement de l'incertitude de leur statut.

b) Les positions de classe :

- Les enseignants réformistes ou sociaux démocrates constituent une frange bien plus dangereuse que les enseignants réactionnaires, car ils se présentent en hommes de gauche, socialistes, alors qu'ils ne sont que la caution de la gauche ou même les substituts de l'administration bourgeoise. La lutte contre eux devra être permanente tant pour dénoncer leur pratique politique. Ceci tout en tenant compte de ce qu'ils offrent au milieu étudiant une expression cohérente à "idéologie pleine d'illusions réformistes". C'est donc par le débat et par une pratique longue et conséquente que nous arriverons à ce qu'ils se dévoilent eux-mêmes en refusant l'action ou en tentant de la dévoyer. Une dénonciation globaliste hors d'une situation concrète ne pourrait qu'isoler les militants de la masse ce qui est l'inverse de ce qui est souhaitable.

.../...

- Les enseignants d'extrême-gauche ne sont pas parfaits, ni comme militants ni comme enseignants ; le seul fait d'assumer leurs fonctions qui sont celles de l'institution les en empêche ; ce sont toutefois des alliés essentiels pour le mouvement étudiant (la lutte contre la répression l'a bien montré en février 1969). C'est pourquoi une attitude sectaire vis à vis d'eux est une erreur grave ; c'est un soutien critique et résolu que nous devons leur apporter chaque fois qu'ils sont menacés le moins du monde, et cela pourrait bien devenir fréquent puisque des décrets répressifs ont été édictés par Faure l'an dernier, donnant aux recteurs des pouvoirs arbitraires. Il importe d'obtenir d'eux en échange de ce soutien vis à vis de leurs supérieurs ou de l'administration, la possibilité d'intervention dans leurs amphithéâtres, chaque fois que cela paraît nécessaire.

2. - Les chercheurs scientifiques : On y retrouve les mêmes divisions que chez les enseignants, mais n'ayant pas les mêmes fonctions sociales et politiques que les enseignants ils n'affrontent pas les étudiants, et constituent un milieu allié plus facile à radicaliser. En même temps, le S.N.C.S. est à terme condamné à subir les mêmes clivages que l'UNEF et le SNE. Sup., clivages apparus, mais non tranchés jusqu'à présent ce qui permet au SNCS de jouer un rôle intermédiaire entre nous et le PCF lorsque l'unité d'action se justifie.

Les besoins du capitalisme français face à la concurrence américaine devraient amener le pouvoir à accélérer la main-mise du patronat sur la recherche publique ce qui devrait radicaliser et accélérer les clivages dans ce milieu, clivages faisant naître une force consciemment anti-capitaliste et se posant en alliée de la classe ouvrière au sein du SNCS, conscient de cette perspective, le pouvoir aura intérêt à favoriser la prise en main du SNCS comme du SNE sup. par les éléments réformistes qui sont sa caution de gauche et il n'est pas exclu que cette bataille s'engage rapidement, les échéances économiques étant pressantes. Cette lutte en perspective, ne permettra pas, à moins de renouveler les erreurs d'Herzberg, à la direction du SNCS, d'apporter un soutien inconditionnel aux étudiants et à l'UNEF lorsque nous mèneront des combats difficiles. Sachons-le pour ne pas nous faire d'illusions sur cet allié pourtant sûr.

3. - Le personnel administratif et techniques des Universités et des Oeuvres universitaires :

Nous ne ferons pas d'analyse de ces couches de fonctionnaires, mais noterons seulement la nécessité politique minimum de tenir ce personnel salarié au courant de nos luttes, de nos moyens d'action et d'obtenir au moins sa neutralité. Notre solidarité lorsque ce personnel est en grève doit s'exercer systématiquement si nous souhaitons la réciproque, ce qui n'a été que rarement le cas jusqu'à présent.

.../...

En même temps, pour des raisons tenant, entre autres, à la nature et à la stratégie des organisations traditionnelles (syndicales et politiques) de la classe ouvrière, il semble peu sérieux de prévoir à très court terme un affrontement global, y compris sur des points revendicatifs précis et limités, entre le pouvoir et la classe ouvrière.

En revanche, et en partie pour les mêmes raisons, on assiste, à l'heure actuelle, dans les entreprises tant publiques que privées, à une série d'actions dures, plus ou moins contrôlées, suivant les cas, par les organisations syndicales, sur des objectifs extrêmement catégoriels.

Ce qui est certain, c'est que dans tous les domaines, la marge de manoeuvre du pouvoir est faible. Il répond au coup par coup, mais doit reculer devant des actions dures et résolues, (y compris des commerçants) et cherche à éviter toute épreuve de force (liberté de négociation dans les entreprises nationalisées).

situation à l'Université :

Les mesures d'autorité frappent l'Education Nationale et les Oeuvres universitaires au même titre que les autres services publics. De plus, un certain nombre de mesures touchent directement la masse des étudiants, Ce sont l'augmentation des droits d'inscription, des loyers et des tickets de restau U.

Certaines de ces mesures et d'autres, avaient été préparées de longue date par la Commission participationniste MALLET. D'autres sont plus récentes, comme l'augmentation des droits d'inscription.

Il existe d'autres aspects de la rentrée à l'Université : la mobilisation annoncée à grand bruit de soldats du contingent pour "aider les vacataires", la répression sur les lycées et les Grandes Ecoles, ainsi que le non renouvellement de sursis pour un certain nombre de militants étudiants et une répression politique sur des assistants (DAUPHINE, ROUEN).

II - COMMENT et POURQUOI NOUS AVONS ENGAGE la BATAILLIE -

Nous avons engagé la lutte sur le plan de redressement à l'Université sur quatre mots d'ordre unificateurs qui sont :

- * pas d'augmentation des droits d'inscription,
- * pas d'augmentation des loyers en cités U,
- * pas d'augmentation des restau U,
- * paiement des bourses avant le 15 Novembre.

Ces mots d'ordre avaient l'avantage de permettre de rallier à la lutte des étudiants boursiers et de permettre, suivant les lieux d'intervention (cités, restau U, halls d'inscription), des formes d'action diversifiées, mais unitaires, puisque toujours axées sur les conséquences du plan d'austérité à l'Université. Nous avons insisté pour que sur chaque action ce soit l'ensemble des mots d'ordre qui soit mis en avant.

.../...

Les raisons pour lesquelles nous avons engagé la lutte dès avant la rentrée, sur les conséquences de l'austérité à l'Université, sont tout d'abord les raisons que nous avons mis en avant dans nos textes antérieurs, à savoir :

C'est sur la rentabilisation des services publics que se joue en ce moment le rapport de force réel entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Nous avons donc une possibilité de peser sur ce rapport de force.

Pour cette raison, se battre sur le même terrain que la classe ouvrière nous permet dans une certaine mesure de rompre notre isolement à son égard, isolement dû aux campagnes de presse menées contre nous, mais aussi à un certain nombre d'erreurs du mouvement l'an dernier.

Ces mesures touchant le pouvoir d'achat des étudiants, sont des mesures sélectives (seul le paiement rapide des bourses fait bénéficier les étudiants boursiers du non paiement des droits).

Cette mobilisation nous permet sur des thèmes clairs et compréhensibles, de renouer avec la masse des étudiants (peu politisée et réformiste).

Enfin, cette bataille peut nous placer à côté des travailleurs des Oeuvres ou de l'Education Nationale également touchés par les mesures d'austérité.

De plus, reculer sans engager la lutte présentait plusieurs dangers :

Ne pas engager la lutte alors qu'on le peut, est dangereux du double point de vue de la combativité des masses, à laquelle on ne donne pas possibilité de s'exprimer, et de la mise en confiance des ennemis du mouvement étudiant (fascistes, réactionnaires et réformistes de tout poil), en révélant une faiblesse et une incapacité du mouvement.

Ne pas engager la lutte, c'était laisser la place libre pour toutes les manipulations mystificatrices des courants réformistes de tous bords (pétitions, délégations solennelles, etc...).

L'U.E.C. et son soi-disant courant "Renouveau de L'UNEF", a pris les étudiants pour des imbéciles, incapables de comprendre qu'il fallait engager la lutte avant la rentrée. Il était nécessaire que la rentrée se fasse le plus vite possible, parce que les formes habituelles de la lutte de masse sont des formes intégrant la masse des étudiants, mais pendant les vacances ce sont les militants organisés dans l'UNEF qui représentent et qui assurent la représentativité des masses. De plus, l'U.E.C. reproche aux camarades de CENSIER de n'avoir pas consulté les étudiants avant de faire des piquets de grève. Les a-t-elle consultés avant de faire des pétitions ?

.../...

La différence entre ces deux formes d'action tient à leur efficacité et à leur signification politique :

- les piquets freinent au moins, bloquent, au mieux, les mesures de rentabilisation à l'Université ;
- les pétitions justifient, sans modifier le rapport de force, et sans risquer de faire reculer le pouvoir, l'existence d'un courant qui n'engage dans le mouvement étudiant, que des luttes destinées à diviser et affaiblir le mouvement étudiant lui-même.

Ne pas engager la lutte, c'était enfin, et pour cette raison, laisser les réformistes améliorer, dans la masse des étudiants, leur position en se montrant, à peu de frais, combattifs et résolus.

Bref, prendre l'initiative de la lutte, dès avant la rentrée sur les mots d'ordre que nous avons avancés, c'était, outre faire reculer ou mettre en échec l'application des mesures du pouvoir :

- * rallier les étudiants (en particulier de première année) par une lutte immédiatement compréhensible et claire ;
- * rallier les étudiants en difficultés financières et qui se sentent, avant la rentrée, extrêmement isolés ;
- * couper l'herbe sous le pied des réformistes ;
- * reconstruire les CA et les structures de l'UNEF dans la lutte et à partir de la lutte en faire sentir, concrètement, la nécessité aux étudiants ;
- * pour cette raison, c'était préparer les militants, les structures, la liaison de l'UNEF aux prochaines luttes ;
- * déconsidérer les Conseils de Gestion d'UER de FAURE, incapables dans les faits de s'opposer, sinon verbalement aux diktats du Ministère.
- * combler dans une certaine mesure, en nous plaçant sur le terrain de la classe ouvrière, le fossé qui peut exister entre ouvriers et étudiants dans la conscience des travailleurs.

III - BILAN de la LUTTE

A - Une forme d'organisation correcte :

CENSIER est la première fac à avoir commencé la lutte, en bloquant d'abord les paiements seuls, puis toute la chaîne d'inscription. Le retrait des pochettes d'inscription seul, était autorisé par les piquets.

Aux dires du doyen Las Vergnas (interview à "Europe-Soir", samedi 11 Octobre), "à ce jour 18.000 pochettes ont été retirées, 1.800 sont revenues par des moyens divers (y compris en forçant ou en contournant les piquets), mais seulement 300 étudiants ont payé jusqu'à présent".

.../...

Or, tous les étudiants qui étaient résolument opposés à l'action ont pu passer. Ce n'est un secret pour personne qu'il y avait chaque jour sur CENSIER en tout et pour tout une cinquantaine de militants, et il est clair (les déclarations de Las Vergnas le confirment), que, les camarades n'auraient jamais pu tenir si la masse des étudiants n'avait approuvé leur action ; sans quoi, le Conseil d'UER ne se serait pas gêné pour faire enfoncer les piquets.

Ceci montre clairement que sur CENSIER, en tout cas, les piquets de militants intégrant des étudiants qui passaient, étaient dans les conditions de non-rentree, la forme organisationnelle correcte de la lutte (il n'y en avait pas d'autres), et que l'augmentation de 50 F des droits était l'objectif concret de la lutte contre l'austérité à l'Université.

B - Deux pas en avant :

Guichard n'a recensé publiquement que 10 centres sur 270 où les inscriptions ont été "perturbées". En fait outre des piquets prolongés dans une vingtaine de centres parmi les plus importantes (CENSIER-SORBONNE, DIJON, LYON, TOULOUSE, CLERMONT-FERRAND, ROUEN, GRENOBLE, etc...), des actions diverses ont eu lieu dans une dizaine d'autres établissements. Si l'on considère de plus le poids de la grève des loyers d'Antony, les résultats victorieux sont les suivants, sur le plan économique :

- * pas d'augmentation des tickets de restau U ;
- * pas de licenciements de travailleurs des Oeuvres ;
- * pas de cession de restau U, à des firmes privées ;
- * paiement des bourses avant le 15 Novembre ;
- * pas d'augmentation des loyers dans les cités où l'augmentation n'a pas été décidée avant juillet 69 (ce qui vise à diviser les étudiants en cité U).

C - Un pas en arrière :

Quant à l'augmentation, proprement dite, des droits d'inscriptions, le mouvement étudiant n'a pas pu déjouer les manoeuvres d'inscription par correspondance et de retard conjugué de la rentrée ; Mais cette bataille a permis de mettre en évidence le rôle des CTG, même si l'objectif essentiel n'a pas été atteint. En ce sens, elle a contribué à affaiblir le gouvernement, car il aura désormais du mal à s'appuyer sur les CTG. Cette lutte a joué un rôle important dans l'affirmation, face au pouvoir, que le mouvement étudiant ne lui laisserait pas faire sa politique de rentabilisation de l'Université. Elle a contribué à élever le niveau de conscience des étudiants, et a préparé ainsi les luttes de masse de Médecine ou de Lettres. En ce sens, la bataille sur l'austérité a contribué fortement à l'ampleur des luttes universitaires qui ont eu lieu depuis lors.

.../...

2) MEDECINE -

- 1) Mise en évidence de la politique capitaliste en matière de santé -

Une fois de plus, le gouvernement prend l'offensive, appliquant à la lettre les propositions contenues dans le livre jaune du syndicat autonome. L'arrêté du 26 Septembre 1969 instaure une sélection féroce en première année, de premier cycle.

En écoutant M. Boulin exposer ses motifs : "il faut que le nombre des étudiants soit non seulement compatible avec le nombre des lits d'enseignement et de malades, mais aussi et surtout avec celui des médecins nécessaires aux besoins de la Nation", on ne peut que se rappeler le texte du syndicat autonome : "il est nécessaire de proportionner le nombre des étudiants en médecine aux capacités de l'enseignement universitaire et hospitalier, ces capacités devant constamment répondre aux besoins de la Nation en médecins".

Le Ministre de la Santé poursuit en soulignant que "5.000 à 6.000 étudiants seulement, si l'on ne veut pas avoir une médecine au rabais et pléthorique, devront sortir diplômés dans 7 ans". Quant au syndicat autonome, il constatait qu'il y aurait en 76 entre 5.600 et 8.400 nouveaux médecins et déclarait qu'"il est évident qu'un tel excès de médecins ne pourrait que conduire à l'étatisation d'une médecine de bas niveau". Rien de bien nouveau, d'Edgar Faure à Guichard, de Jeanneney à Boulin, une même constante : le soutien résolu au mandarinat hospitalier.

Or, si l'on considère le nombre de médecins en 1965 dans l'Europe des Six, la France, avec 118 médecins en activité pour 100.000 habitants se classe bonne avant-dernière. Quant aux projections à l'horizon 75, constatons que dans l'hypothèse la plus optimiste, avec une densité de 129 médecins pour 100.000 habitants, la France rattraperait seulement le niveau belge de 1960. Cette insuffisance globale est encore aggravée par des disparités régionale (227,6 médecins pour 100.000 habitants dans la Seine en 1967, 60 dans la Meuse) et les disparités de spécialités, le scandale le plus visible étant celui de la psychiatrie, mais rappelons également que 16 départements français sont sans gynécologue, 68 n'ont pas d'anatomo-pathologiste.

Quant au problème du nombre de lits d'enseignement, argument systématiquement avancé par le ministre et le syndicat autonome, cette fois-ci, c'est sans sourire qu'on se rappelle les prises de position constamment hostiles de ce dernier à l'égard de l'externat pour tous. L'ancien système auquel il était attaché aboutissait à former la moitié des étudiants en médecine sans aucune responsabilité sur aucun lit. Ceci laisse présumer de l'honnêteté de l'argumentation.

.../...

Le nombre de lits hospitaliers n'augmente effectivement pas, tout au moins le nombre de lits d'hôpital public. En effet, la politique de dégradation systématique de l'hospitalisation publique au profit du secteur privé se fait avec la complicité et la participation tant du gouvernement que des "princes de la médecine".

2) Dynamique et pédagogie des mots d'ordre -

La lutte contre la sélection, dès le début axe de lutte principal, a été reliée très tôt aux problèmes de la politique de Santé. La pénurie organisée des médecins correspondait à la volonté de maintenir les privilèges de la caste médicale ; c'était là les vraies raisons du renforcement de la sélection, tel que le voulaient les mandarins, du syndicat autonome.

La tactique d'isolement du syndicat autonome, constamment mise en avant dans la présentation des luttes à la population, avait pour objet d'exploiter les contradictions secondaires de façon à contraindre le gouvernement à se démasquer en se solidarissant avec le syndicat autonome, ou à remettre en question l'alliance prioritaire avec les éléments durs de la caste médicale, seuls capables d'assurer l'ordre dans le secteur santé,

De même, l'utilisation de mots d'ordre comme ceux de "tronc commun et de pluridisciplinarité" qu'il faudra dénoncer dans des conditions différentes, avait pour but d'isoler un peu plus les promoteurs de la politique Guichard, en accroissant les tensions entre réformistes (SNESup Médecine, anciens Doyens, Docteur Escoffier-Lambiotte) et les purs réactionnaires du corps professoral.

D'ailleurs, grâce à la dynamique des luttes, bien vite, les étudiants influencés par le courant réformiste, se radicalisaient et se regroupaient autour du courant révolutionnaire, rompant ainsi avec une partie des ambiguïtés du début de la grève.

Parallèlement, et fait nouveau par rapport à Mai, l'extension de la grève en province devenait une réalité et se coordonnait à l'intérieur de l'UNEF. A l'exception de BESANCON et LILLE, la grève atteignait toutes les facultés de province, avec certes d'importantes disparités quant au niveau de conscience de la masse étudiante. Le fait essentiel était néanmoins la rupture complète avec les pratiques du passé.

3) Faiblesses du mouvement et tentatives de récupération -

Comme dans tous mouvements de masse, le tableau comporte un certain nombre d'ombres :

- 1) LA FAIBLESSE ORGANISATIONNELLE : issue des erreurs tant spontanées que groupusculaires de l'année précédente, elle n'a pas permis une mobilisation aussi importante; que le niveau de conscience des masses l'aurait rendue possible, pas plus qu'une unification suffisante des pratiques entre les différentes facultés.

2) LES TENTATIVES de RECUPERATION : alors que seuls, militants organisés, à s'être battus pour le début et l'extension de la grève, les militants UNEF eurent à faire face à deux tentatives de récupération du mouvement de masse pour remettre en question les axes de lutte et l'organisation qu'ils s'étaient donné :

- a) les militants de la Ligue. qui s'étaient désintéressés totalement des luttes étudiantes, n'ont pris aucune part à la bataille pour la grève; dans une deuxième phase, la grève allant manifestement durer, tout l'appareil de "Rouge" est monté à l'assaut des places à prendre, profitant de l'établissement d'un Comité Central de Grève, au moment où la moitié des CHU était fermé, pour s'autodésigner sur les CHU où la grève commençait. Battus en Assemblée Générales, minoritaires au Comité de Grève, rejetés par les masses, ils se retiraient des luttes aussi rapidement qu'ils avaient décidé d'en prendre bureaucratiquement la direction.
- b) le SEMP, syndicat jaune, participationniste, hostile à son début à la grève, s'y ralliait par la suite, sans jamais diriger un mouvement, ou avoir un élu dans les structures que s'étaient donné les étudiants en lutte. Bien entendu ils assuraient, grâce à la complicité bienveillante de la presse bourgeoise et les encouragements du pouvoir, la monopolisation des colonnes de journaux (notamment "LE MONDE", où pas un article des grévistes n'a pu paraître). Liant la sélection à la seule politique d'austérité, ses propositions visaient la constitution d'un Front Uni anti-monopoliste ralliant syndicat autonome et élus étudiants au sein des Conseils paritaires, pour obtenir du gouvernement des crédits supplémentaires.

Partout où le SEMP l'a pu, il s'est efforcé de parcelliser la grève et d'appeler à la reprise du travail sur des promesses de satisfaction des revendications locales : crédits supplémentaires, postes nouveaux, adresses au Ministère. Il a bien été, pour le gouvernement et le courant réactionnaire, l'allié le plus efficace au cours de cette grève, et reconnu comme tel lors des multiples contacts avec le Pouvoir,

4) Bilan -

Un mois et demi de grève débouche sur une victoire partielles mais conséquente :

- victoire totale à Paris dans les CHU, où l'extension de l'arrêté Guichard-Boulin aux années supérieures est annulée contre l'avis des Conseils Paritaires, après pression personnelle du Ministère.
- victoire partielle en première année de PCEM où l'aménagement de l'Arrêté et les facilités envisagées pour MONTRouGE, BOBIGNY et STRASBOURG traduisent un rapport de force amélioré, sans qu'une victoire décisive ait pu être obtenue. La lutte contre la sélection, engagée à l'occasion de cette grève va donc se continuer au cours de l'année universitaire. Les tâches immédiates sont celles de la construction de l'UNEF en organisation de démocratie de masse, dirigeant les luttes dans les facultés de Médecine. .../...

4) Perspectives -

A l'issue de la grève, la capitalisation s'est faite essentiellement au niveau de l'organisation de masse : l'UNEF, et les aspects négatifs hérités de la conjonction de la tradition de droite et du spontanéisme de Mai est en voie de dépassement. Dès maintenant, notamment dans la région parisienne, le pouvoir sait qu'il a, en Médecine, un allié privilégié, le syndicat autonome, et un ennemi essentiel, l'UNEF. L'inexistence politique du mouvement progressiste enseignant en Médecine s'est encore confirmée avec sa quasi absence lors des affrontements et sa perspective participationniste. Le report des élections aux Conseils a été le signe de ce nouveau rapport de force.

Un certain nombre d'actions ponctuelles : boycott de cours de psychologie avec organisation de contre-cours, instauration de "prix réels de photocopiés", affichage libre en dehors des panneaux, remise en question de partiels, ont débouché sur une nouvelle forme de lutte exemplaire à Créteil, par le refus commun étudiants-examineurs, de remettre les notes à l'administration bloquant ainsi le processus sélectif.

Or, on voit là l'apparition, dans le rapport de force national, établi après la grève, de nouvelles formes de lutte avancées, témoignant d'un renouvellement prometteur : ces formes de lutte posent désormais deux problèmes :

- 1) le risque de l'isolement : en ce sens, un certain nombre d'actions menées par des étudiants de la Gauche Prolétarienne qui aboutissent objectivement à dresser contre eux la majorité des étudiants : lacérage de toutes les affiches, pressions physiques apparaissent comme la rançon des affrontements durs, qui ont laissé croire à une petite minorité, marginale au moment des luttes, que tout lui était possible. La réponse des CA UNEF, par l'organisation des masses et l'isolement des spontanéistes, a permis, à la fois de démontrer la maturité du mouvement étudiant, d'autre part d'empêcher l'exploitation de cet affrontement par l'administration et les courants réformistes et révisionnistes, qui y présentaient une possibilité de retourner la situation en leur faveur.
- 2) du fait de la répression active dans le milieu infirmier, qui explique notamment la faiblesse de notre implantation en milieu élèves-infirmières.
- 3) du fait de l'idéologie "médicale" dominante, qui explique les barrières de classe entre ouvriers d'usine, infirmiers, personnel de salle et étudiants hospitaliers, considérés comme de futurs patrons.
- 4) des erreurs même du mouvement étudiant en Mai, de l'absence d'objectifs concrets à proposer en ce moment d'exceptionnelle mobilisation aux élèves infirmières et aux CA d'hopitaux.

.../...

3) LANGUES

A la fin du premier trimestre, les étudiants de Poitiers se mettaient en grève contre la circulaire Guichard du 17 Novembre 1969, prélude à la plus grande grève de l'année, celle des Lettres du mois de Février. Il apparaissait, dès l'abord, que cette grève était une traduction concrète de la sensibilisation des étudiants à l'heure actuelle, car le prétexte semblait bénin (ce qu'il n'était pas) : le gouvernement, et il l'a dit, ne croyait en rien que cette circulaire pouvait soulever l'unanimité des étudiants, enseignants et lycéens. Or, précisément, ce que ressentaient les étudiants, sans doute de façon confuse, c'est qu'il s'agissait, non pas seulement d'un problème de pédagogie, mais bien d'une mesure s'inscrivant dans une politique d'ensemble du capitalisme à l'Université. Il est d'ailleurs significatif que la grève de Rennes, en décembre, se soit faite sur quatre mots d'ordre (austérité, démentèlement de psycho-socio, la circulaire Guichard sur la sélection, les langues vivantes). De la même façon, à Poitiers, la grève se menait aussi sur le problème de la sélection. Cela traduisant donc :

- 1) l'état de crise de l'institution universitaire : le pouvoir est obligé de faire sa politique sans l'instrument nécessaire,
- 2) la conscience relativement élevée des étudiants de l'offensive capitaliste sur l'Université.

La grève sur Lettres, c'est essentiellement la réaction des étudiants à l'adaptation de l'Université aux besoins du capital (adaptation dont la nécessité et les moyens ont été sommairement analysés dans l'introduction de ce rapport). Le bilan de cette grève est donc double :

- 1) mise en évidence de la politique du pouvoir,
- 2) mise en évidence de la combattivité étudiante.

1) MISE EN EVIDENCE DE LA POLITIQUE DU POUVOIR

a) Plan de rentabilisation de l'Université

A la suite de Mai 1968, pour un certain nombre de raisons, le pouvoir avait fait le cordon sanitaire autour des facs de Lettres, le rapport de force politique lui y était particulièrement défavorable ; c'était un secteur non essentiel pour le capitalisme; pour ces deux raisons, il était possible, pendant quelques temps, et cela dans la logique de la politique fauriste d'arrosage financier de "laisser faire". En quelque sorte, c'était le cordon sanitaire autour des facs de Lettres, avec un point de verrouillage du système, les concours CAPES-Aggreg, ce qui explique pourquoi le pouvoir a eu l'initiative d'une épreuve de force très dure, l'année dernière, dans ce domaine. Toutefois, trois contradictions s'avivaient, et à un moment donné, il fallait les résoudre : "le décalage grandissant, qui existe entre l'inflation de diplômes et le nombre d'étudiants dans les disciplines littéraires, et le rôle quasi inexistant qu'elles ont dans la production" (Rencontre Nationale de l'UNEF 24.1.70), la crise idéologique, enfin l'inadéquation des valeurs humanistes. .../...

En conséquence, le pouvoir était obligé d'adapter l'institution aux besoins du capital, c'est-à-dire de résoudre ces contradictions. L'année dernière, la suppression du premier cycle de psycho-socio répondait exactement à cette perspective, à preuve la multiplication des centres semi-publics de psychologie sociale, bien adaptés aux besoins du patronat en sociologie de l'entreprise,

Ce plan de rentabilisation n'était pas partout aussi clair à tracer. Aussi, tout d'abord, le pouvoir se contenta, dans ces secteurs, d'y faire peser particulièrement lourdement la politique d'austérité. Puis, dans des secteurs qu'il considérait comme perdus, il prenait des mesures rigoureuses : c'est ainsi qu'une partie des diplômés de Vincennes (Philo, en particulier), n'aurait pas valeur de diplômes nationaux, récompense d'un rapport de force trop favorable au mouvement étudiant.

En fin de compte, il ne lui restait qu'une seule solution : la sélection par les débouchés, ce qui permet :

* à court terme - de faire des économies (moins de postes d'enseignants)
- de réduire les débouchés (et donc de décourager d'autres jeunes de s'orienter vers ces secteurs)

* à long terme - de liquider les secteurs non rentables,
- de liquider l'université libérale et humaniste,
- de mettre en place des systèmes de formation parallèles mieux adaptés aux besoins du patronat.

La circulaire sur les langues s'inscrivait dans ce plan général de rentabilisation de l'Université. En même temps, elle contribuait à accentuer le caractère sélectif des concours CAPES-Agreg.

b) Plan de rentabilisation de l'École :

Sommairement, la transformation de l'École correspond à la hausse moyenne actuelle du niveau de qualification. Le Capital a besoin d'une main d'oeuvre qualifiée, et de techniciens. C'est à cela que correspond l'élargissement des CES-CEG-CET, qui donnent un enseignement général court et un enseignement technique long, les lycées ouvrant les voies vers l'enseignement supérieur. Cette division entre lycées et CES devient de plus en plus rigide, et bien entendu, les premiers à pâtir de <cette> mesure sont les CES. Bien entendu aussi le recrutement social de chacune de ces filières est différent : l'origine sociale des lycéens est bourgeoise ; les enfants d'ouvriers et de paysans allant dans les CES-CET, où le minimum des connaissances nécessaires à leur qualification leur sera donné. Le coût de la formation sera d'abord réduit au minimum dans les CES-CET. La circulaire sur langues s'inscrit dans ce plan de rentabilisation de l'école que l'on peut caractériser ainsi :

.../...

- * en dispensant les lycées de l'apprentissage d'une deuxième langue vivante, elle participe du renforcement "scientifique" du secondaire (deuxième langue facultative en 1ère C étendue en 2ème c) ; elle accentue le caractère rigide des filières dans le secondaire,

filière CES-CET et des petits lycées, où l'on réduit encore le coût de la formation et qui formera la masse des techniciens que le capitalisme consomme. (L'effectif des classes n'y justifiera pas le maintien des enseignements de la deuxième langue, et ceux qui voudront en apprendre une devront le faire dans les écoles privées.)

filière des lycées bourgeois : on donnera la formation la plus large possible aux enfants de la bourgeoisie (suppression de la seule passerelle possible d'un enseignement scientifique vers des études de Lettres au terme du secondaire

Cette circulaire a donc pour effet de renforcer la sélection sociale dans le secondaire, en même temps qu'elle permet d'adapter l'école et l'Université aux besoins du capital.

- Il faut remarquer que cette mesure de Guichard correspond à mettre en accord le droit et le fait : selon les chiffres du ministère, 30 % des enfants d'une classe d'âge, susceptibles d'apprendre une langue vivante, ne peuvent pas l'apprendre. Il était donc essentiel, dans cette lutte, de faire la jonction avec les enseignants et les lycéens.

2) MISE EN EVIDENCE DE LA COMBATIVITE ETUDIANTE -

Un mois de grève, parfois plus. 100.000 étudiants participent au mouvement largement étendu à toutes les facs de Lettres. Ces faits témoignent du caractère de masse et du caractère combattif de cette grève. Mais, l'instauration d'un rapport de force national a été gênée par le déséquilibre dans le déclenchement de la grève. Tout le Sud Est était en grève depuis trois semaines quand Paris est entré dans le mouvement. Ce fait est assez nouveau, car, en général, les grèves importantes partent de Paris pour s'étendre à la province. Cette fois ci, ce fut l'inverse, et Paris n'a pas pu jouer son rôle habituel d'amplification et de caisse de résonance du mouvement, phénomène aggravé par le sectarisme de la coordination "lyonnaise" qui n'a en rien permis l'extension du mouvement. Cette grève n'arrive pas à se donner l'homogénéité suffisante qui lui aurait été nécessaire. Cependant, elle témoigne de la hausse du niveau de conscience des étudiants qui s'est exprimée dans les mots d'ordre de la grève :

- Non au chômage et à l'austérité,
- Non à la sélection,
- Non à la rentabilisation capitaliste de l'Université.

Et pour tous les comités de grèves l'ensemble des revendications de l'UNEF sur la formation des maîtres (mode unique de recrutement, corps unique des enseignants, liquidation de l'auxiliarat par titularisation, lutte contre le contenu de l'enseignement).

.../...

Il faut noter aussi la volonté des étudiants d'élargir la lutte au maximum en l'étendant à l'ensemble des facs de Lettres, et ce en se liant aux enseignants et aux lycéens. Cette volonté témoigne de la conscience qu'il faut répondre par le front de lutte le plus large possible aux menaces diversifiées du pouvoir. La grève de nombreux lycées à Paris et en province, la présence de nombreux lycéens et enseignants dans les manifestations étudiantes témoignent de l'élargissement de la lutte. Troisième phénomène important qui est apparu dans cette grève, la volonté de sortir du ghetto universitaire, l'organisation de manifestation, afin d'expliquer la lutte aux travailleurs, de briser la propagande mensongère du gouvernement sur un soi-disant intérêt pédagogique et de détruire le mur de silence de la presse.

Aussi bien l'ampleur de la grève que son étendue ou les formes qu'elle s'est donné mettent en évidence la combativité étudiante et la conscience politique du mouvement étudiant.

4) Bilan des grèves universitaires -

Des trois grèves les plus importantes cette année, c'est-à-dire celle sur les droits d'inscription, celle de Médecine et celle de Lettres, plusieurs conclusions peuvent être tirées :

1) leur ampleur et leur dureté : ces grèves ont touché énormément d'étudiants (100.000 pour Lettres). Ce furent des grèves de masse extrêmement longues, 5 semaines. A mesure du déroulement des grèves, la politisation des étudiants s'éleva. Il faut noter que ces grèves ont été extrêmement dures : piquets de grève impératifs pour les droits d'inscription, manifestations de rues, occupation de locaux, etc... par exemple, à ST ETIENNE, après 6 semaines de grève, le CTG essaya de faire voter la reprise, et les étudiants continuèrent la grève.

2) Le besoin de direction : l'ensemble de ces grèves se coordonna par des comités de grève, où l'UNEF avait la place prépondérante. Cette organisation en comité de grève traduit la conscience des étudiants de la nécessité de se donner une direction pour organiser la lutte de longue durée, direction contrôlée par des AG. Ce besoin de direction ne s'est pas traduit complètement dans la conscience de la nécessité de la permanence de l'organisation. Ces grèves ont mis en évidence que les étudiants ressentaient que, face aux menées du pouvoir, il fallait s'organiser, mais n'ont pas permis encore de leur faire prendre conscience que l'action n'est pas ponctuelle, mais permanente, et que, donc, l'organisation doit être permanente.

3) La conscience de la nécessité de l'élargissement des luttes : les tentatives entreprises pour se coordonner nationalement, posées abstraitement par certains, c'est-à-dire indépendamment du niveau politique de chaque secteur, traduisaient la volonté d'instaurer un rapport de force national. .../...

Les étudiants ont bien compris que la sélection en Médecine ou la mesure sur langues ne concernaient pas les seuls médecins ou les seuls linguistes, mais s'inscrivaient dans le plan d'ensemble du pouvoir d'adaptation de l'Université aux besoins du capitalisme, et qu'en conséquence, il importait d'élargir à d'autres fronts de lutte, et, par delà les mesures diversifiées du pouvoir (axe même de sa stratégie universitaire), il fallait trouver des mots d'ordre unificateurs. La grève, qui avait commencé en Langues, s'est largement étendue à l'ensemble des facultés de Lettres, parce qu'il s'agissait de l'organisation même des facs de Lettres qui était en cause. De la même façon, en tentant d'instaurer un rapport de force national qui seul permettait d'emporter des victoires décisives.

4) Conscience de la nécessité de la jonction avec les lycéens et les enseignants : la grève sur Lettres s'est étendue dans de nombreux lycées, Les comités de grève ont systématiquement distribué des tracts dans les lycées. De nombreux enseignants progressistes faisaient partie de ces comités. Plusieurs manifestations et meetings ont réuni lycéens-enseignants-étudiants. Cette jonction effective du mouvement étudiant et du mouvement lycéens est essentielle au moment où le problème de la structuration et de l'organisation des lycéens en lutte se pose avec urgence face à la répression. Enfin, c'est l'expression de la conscience que la politique de formation du pouvoir s'attaque autant au secondaire qu'au supérieur. Par delà les divisions voulues par le pouvoir entre étudiants lycéens et enseignants, aussi bien entre catégories qu'au sein de ces catégories, il importe de réaliser l'unité d'action et de luttes face à la politique de formation du capitalisme.

5) Conscience de la nécessité de la popularisation des luttes : le monopole de la bourgeoisie sur l'information pose des problèmes extrêmement difficiles au mouvement étudiant, quant à ses relations avec l'opinion. Le black-out fait sur certaines grèves, la mise en épingle des provocations, etc... contribuent à isoler au maximum le mouvement, ce qui permet plus facilement la répression. Il s'agissait de trouver les moyens de populariser les tracts. Aussi bien en Médecine qu'en Langues, des centaines de milliers de tracts d'explication ont permis de développer une campagne d'opinion qui a permis de populariser les luttes et de débloquent le silence de la presse. De même, l'organisation de meetings intersyndicaux, ou de manifestations unitaires ont permis, à certains moments, de traduire le rapport de force et d'élargir la lutte. L'ensemble de ces moyens contribuent à rompre l'isolement du mouvement étudiant, ce qui a pu se traduire à Nanterre dans les hésitations de la presse à condamner les actions des étudiants.

6) Echec des revendications : 5 semaines de grève et 60.000 grévistes en Médecine, 5 semaines de grève et 100.000 grévistes en Lettres, et pourtant ni l'arrêté Guichard-Boulin (sous réserve de la modification après la décision du Conseil d'Etat), ni l'arrêté Gulchard n'ont été retirés pour l'essentiel. .../...

Le pouvoir ne cède sur rien. Et pourtant les grèves prennent de plus en plus d'ampleur. Le pouvoir, privé de l'instrument de sa politique, la participation, est acculé à prendre des mesures de rentabilisation de l'Université sans pouvoir les faire cautionner par les étudiants. Sa marge de manoeuvre est de plus en plus réduite, et il doit affronter des mouvements dont l'ampleur s'accroît sans cesse. Jusqu'où peut-il aller ? Les événements récents donnent un certain nombre d'indications. Si, sans doute, le gouvernement peut résister longtemps sur Médecine, à fortiori en Lettres, il est des secteurs où c'est beaucoup plus difficile. Par exemple, dès que le mouvement s'est étendu à Paris Sciences, le pouvoir a cédé en partie (autorisation à Schwaetzer de passer sa thèse), afin de désamorcer les luttes de masse. Il est évident que la lutte sur Sciences, sciences éco, ou sur les concours de recrutement, secteurs essentiels pour la bourgeoisie, est beaucoup plus explosive. De plus, la riposte de masse sur Nanterre a montré clairement au pouvoir qu'il ne peut pas faire n'importe quoi. En conséquence, les luttes universitaires risquent de prendre un caractère de plus en plus explosif dans les mois à venir, et le pouvoir aura une marge de manoeuvre politique de plus en plus faible, entre les nécessités de la rentabilisation capitaliste de l'Université et l'absence d'instrument politique lui permettant la mise en place de sa politique. Les déclarations récentes de Guichard témoignent de sa conscience de cette réalité, de même que le tirage de France Soir affirmant que la police devait occuper à titre permanent l'Université, ou renoncer à y entrer ; le mouvement étudiant est donc à un tournant.

7) Apparition de perspectives politiques d'ensemble : le durcissement du mouvement étudiant s'explique essentiellement par le durcissement des luttes de la classe ouvrière. La montée des luttes ouvrières a une influence importante sur le durcissement du mouvement étudiant. Mais, en même temps, la parcellisation des luttes ouvrières, l'impression pour beaucoup d'étudiants que les débouchés politiques de ces luttes ne sont pas clairs, etc..., expliquent à la fois les déviations diverses que subit le mouvement étudiant et la difficulté d'organiser les masses étudiantes, qui, en raison d'une part de l'influence de l'idéologie bourgeoise à l'Université, et d'autre part d'un manque de référence politique extérieure donnant tout son sens à leur lutte, ne ressentent pas totalement la nécessité de la lutte permanente contre la bourgeoisie sur le front universitaire. L'ensemble des luttes menées, et sur le front étudiant, et sur le front paysan, et sur le front ouvrier, ne va pas manquer d'accentuer la conscience anti-capitaliste des étudiants.

II - LA LUTTE IDEOLOGIQUE -

"Malheureusement, leurs suggestions (des élèves de la promotion Jean Jaurès de l'ENA)... se sont situées dans une perspective politique précise, celle de la créations du .../...

fonctionnaire "socialiste" qui nous parait, à proprement parler inacceptable, non en raison de l'option qu'elle présente, mais parce qu'elle correspond à un choix partisan manifestement contraire aux principes de neutralité indissociable d'une philosophie républicaine de l'Etat...". Incroyable ! Ces quelques lignes sont extraites d'un article de Jean Charbonnel (un des grands pontes de l'U.D.R.), paru dans le "Monde" (13 février 1969). Elles sont particulièrement significatives : le pouvoir d'Etat est neutre, l'Université est neutre. Or, nous savons qu'il n'en est rien ; la lutte idéologique a précisément pour fonction de dévoiler la nature de classe du savoir transmis à l'Université, alors que ce savoir essaye de dissimuler sa nature. La lutte idéologique est un axe stratégique essentiel du mouvement étudiant.

I - SUR L'IDEOLOGIE :

Quelques lignes, même si elles paraissent abstraites et compliquées, sont nécessaires, afin de cerner de plus près le concept "idéologie", et afin de ne pas <parler> trop dans le vide.

1) L'idéologie à travers le Capital : MARX, en écrivant le Capital, avait un double but : critiquer l'économie bourgeoise, fonder une science nouvelle. L'un et l'autre sont liés dialectiquement : en effet, c'est l'existence même de l'économie bourgeoise qui s'oppose à l'existence du discours scientifique, de la même façon que ce discours est nécessaire à la critique. L'idéologie apparaît comme la manifestation des obstacles objectivement déterminés qui s'opposent à la saisie scientifique des rapports ; MARX écrit, dans le Livre I du Capital : "l'économie politique a bien, il est vrai, analysé la valeur et la grandeur de la valeur, quoique d'une manière bien imparfaite. Mais elle ne s'est jamais demandé pourquoi le travail se représente dans la valeur et la mesure du travail par sa durée dans la grandeur de valeur des produits. Des formes qui se manifestent au premier coup d'oeil, qu'elles appartiennent à une période sociale dans laquelle la production et ses rapports régissent l'homme au lieu d'être régis par lui, paraissent à sa conscience bourgeoise une nécessité tout aussi naturelle que le travail productif lui-même. Il faut donc déchirer le voile qui enveloppe le monde de la marchandise afin de découvrir les lois de développement capitaliste. Ainsi la marchandise apparaît comme un bien matériel, saisissable, et non plus comme le produit du travail et de certaines conditions de production. Le fétichisme (fétiche objet créé par l'homme et auquel il attribue, par la suite, une valeur surnaturelle) réside dans cette matérialisation de la marchandise qui "voile le caractère social des travaux privés et par suite les rapports sociaux des travailleurs privés" (LE CAPITAL I). La marchandise apparaît comme un bien matériel, indépendamment de la réalité de sa production : extorsion de la plus-value, exploitation du travail.

.../...

2) D'autres exemples : L'idéologie apparaît donc comme une image de l'homme tendant à nier la réalité du mode de production. Par exemple, la démocratie bourgeoise, fondée sur une égalité formelle des hommes, essaye de nier la lutte des classes par l'intermédiaire des élections et du suffrage universel, et par là même aide à la survie du système et à l'intégration des travailleurs. Un autre exemple est lumineux : le concept de société industrielle ; la démarche intellectuelle est la suivante : Aron remarque la convergence entre le système capitaliste avancé et le système socialiste, d'où il en conclut à l'identité des deux systèmes, ce qui revient, d'une part à nier la contradiction entre les deux systèmes, et ce qu'elle représente pour le mouvement ouvrier.

3) La définition de Poulantzas : Nous donnons la définition de Poulantzas, dans "Pouvoir politique et classes sociales" : l'idéologie consiste "en un ensemble à cohérence relative de représentations, valeurs, croyances.., et a pour fonction, à l'encontre de la science, d'occulter les contradictions réelles, de reconstituer, sur un plan imaginaire, un discours relativement cohérent. C'est en livrant un combat offensif contre l'idéologie diffusée à l'Université qu'il sera possible de rallier les étudiants à la lutte politique. Ainsi cette lutte doit être liée à la lutte politique et à la lutte revendicative, toutes trois s'alimentant et se soutenant mutuellement. Elle consiste dans la manifestation de la réalité des rapports sociaux. Ce sera montrer pourquoi la bourgeoisie emploie le cours magistral comme méthode pédagogique privilégiée afin "de transformer les fonctions intellectuelles en un simple tube digestif" (Crève Salope ou pour en finir avec l'Agrégation, p. 67), pourquoi elle a intérêt à assimiler la grève à la théorie des jeux, afin de nier son caractère révolutionnaire (tract du CA - PAN - UNEF), ou bien pourquoi l'enseignement de la littérature est organisé afin "d'universaliser la subjectivité de l'auteur" (GLM-GLC) sorbonne "Littérature et idéologie". - Etudiant de France N° 7 p. 6) et afin de créer des valeurs éternelles justifiant le système. Un prochain article examinera de près des exemples de lutte idéologique.

II - FONDEMENTS de la LUTTE IDEOLOGIQUE -

Après ces quelques réflexions autour du concept d'idéologie, il est nécessaire de s'interroger sur ce qui fonde la lutte idéologique comme axe stratégique de l'UNEF. Il s'agit de savoir pourquoi cette forme de lutte fait partie d'une stratégie anti-capitaliste à l'Université.

1) Lutte revendicative, lutte politique, lutte idéologique :

L'évolution même de l'Université capitaliste, entraînée par le développement des forces productives, ouvre de nouvelles possibilités pour les luttes étudiantes. En effet, la grande masse des étudiants n'est plus destinée à l'intégration automatique dans la classe dominante, mais "à des professions et des qualifications soumises directement au despotisme de la grande entreprise et du capital" (Congrès de Marseille, texte d'orientation). Cette situation nouvelle de la division capitaliste du travail modifie la nature du savoir dispensé par l'Université ; non plus une culture aristocratique, mais une formation préparant à tel ou tel travail intellectuel parcellaire, adapté aux besoins de la grande industrie. Cet état de choses rend possible des luttes sur le terrain universitaire, ayant des aspects revendicatifs en jonction effective avec le combat de la classe ouvrière.

Mais limiter la lutte des étudiants sur leur terrain propre à des luttes revendicatives sous-estime l'influence de l'idéologie dominante sur la conscience des étudiants, et par là-même revient à rendre cette lutte inefficace et à l'empêcher de peser de tout son poids dans le champ de la lutte des classes. Ce serait ne pas tenir compte de la dichotomie, établie en régime capitaliste, entre travail intellectuel et travail manuel, et de la "supériorité" donnée au premier, autojustification de la division capitaliste du travail. C'est pourquoi toute lutte à l'Université, même si elle a des aspects revendicatifs, doit être politique et idéologique.

2) Les fonctions de l'Université :

"Il n'y a pas de séparation entre la fonction économique (formation professionnelle), et la fonction idéologique de l'Université, l'idéologie faisant partie intégrante de la formation et du métier, n'est nullement réservée aux bastions de l'Université libérale moribonde. Toute la bataille sur le devenir professionnel est aussi idéologique : les revendications sur les structures de formation sont l'appui, la pensée concrète de cette lutte. Il s'agit de rallier les travailleurs scientifiques et intellectuels par leur pratique politique dans le mouvement à l'Université, sur les positions du prolétariat, par exemple la lutte des étudiants des IUT pour leur intégration aux facultés des sciences pose le problème de l'unification des touches techniques, et des cadres productifs et ceci à la période de formation de la force de travail qualifiée, faisant sauter les hiérarchies voulues par le patronat ;" (ibid).

.../...

L'Université remplit, dans la société capitaliste, une double fonction : une fonction économique qui est de reproduire sur une échelle élargie la force de travail et la division sociale, une fonction idéologique qui est d'assurer la transmission d'un savoir effectif et celle de l'idéologie dominante, afin d'intégrer les couches étudiantes, en tant que futurs travailleurs, au système. Le propre de l'idéologie étant de se faire passer pour une science, la seconde fonction est dissimulée sous la première, et l'Université présentée comme une institution placée en dehors de la lutte de classes, ce qui rend nécessaire (si l'on veut mener une lutte anti-capitaliste) et difficile la lutte idéologique. L'Université est donc un terrain important de la lutte contre l'idéologie bourgeoise, ce qui implique essentiellement "la domination de la prétendue objectivité de l'enseignement universitaire, en général, et la mise en lumière du rôle véritable de l'Université dans la société de classes" (Collectif du 23 Février 1969, rapport du BN).

3) Théorie et pratique :

Montrer dans les faits que l'Université diffuse l'idéologie bourgeoise et tend à nier les rapports de classes, c'est cela la lutte idéologique, et ce n'est possible qu'en confrontant la théorie diffusée à l'Université et la pratique sociale (réalité de la lutte des classes). Ainsi seulement sera dévoilée la finalité de l'enseignement et la nature bourgeoise de l'Université.

III - ACTUALITE DE LA LUTTE IDEOLOGIQUE -

Il est nécessaire d'insister sur l'actualité de la lutte idéologique, tenant à une double crise de l'idéologie bourgeoise.

- d'une part, l'idéologie bourgeoise a de plus en plus de mal à justifier les rapports de production existants. Mai en a été la manifestation. L'exploitation croissante des travailleurs qui s'est traduite dans le Vème Plan par la limitation de la hausse des salaires, par la police des salaires, par le plan de stabilisation, n'a pas trouvé de justification idéologique. Les travailleurs ne se faisaient pas prendre au mythe de la "stabilité dans la croissance" (Giscard). Il est nécessaire de souligner que, depuis la crise de Mai, une des offensives essentielles du pouvoir se situe au niveau idéologique : ce fut, avec De Gaulle, le Mythe de la participation qui trouva son expression dans l'intéressement, le référendum de 1969 ; puis, avec Pompidou, c'est l'appel à la "nouvelle société" qui s'incarne dans les contrats de progrès.

- d'autre part, le passage de l'Université libérale à l'Université technocratique entraîne une nécessaire redéfinition du mode de transmission de l'idéologie dominante. La pédagogie même de cette idéologie pose un problème bien différent dans une université libérale et de masse, au nombre d'étudiants très limité et déjà intégrés, du fait de leur origine sociale, et

.../...

dans une université devant "répondre aux besoins de l'économie de la nation en lui fournissant des cadres dans tous les domaines" (Peyrefitte). Il faut donc parler de crise de l'idéologie aussi dans le sens d'une idéologie n'arrivant pas à s'adapter au cadre de "masse" de l'université, ce qui explique l'actualité de la lutte idéologique. L'idéologie se transmet par une pédagogie de type individualiste, alors que l'on est parvenu à une socialisation des forces productives (qui se traduit, au niveau de l'université, par le fait que les étudiants sont nombreux, pas exclusivement d'origine bourgeoise); la question est de savoir si cette contradiction peut être dépassée par la bourgeoisie. Le Colloque de CAEN, celui d'AMIENS, le plan FOUCHET ont mis le doigt sur ce problème et insisté particulièrement sur la nécessité d'une pédagogie nouvelle, ce qui se traduit aussi par la phrase "adaptation de l'université aux besoins de l'économie" (ces besoins sont aussi d'ordre idéologique). Cela conduit tout droit à l'examen de revendications telles que le travail de groupe, revendications explosives. En effet, tant que la bourgeoisie n'aura pas résolu le problème ci-dessus, l'individualisme sera une nécessité pour le système, et par là même, toute forme de travail dépassant et niant cet individualisme est explosive, et d'autant plus que le travail de groupe est rendu nécessaire par le développement des forces productives. Cela ne signifie pas que cette revendication sera toujours explosive : en effet, il est fort possible de créer un travail de groupe individualiste, en mettant en place un système plus subtil de sélection. Ainsi, Sciences Po, où le travail de groupe existe, est le haut lieu de l'individualisme bourgeois, car le système de sélection combine le travail de conférence (qui peut se faire en groupe, de façon officieuse, naturellement), les oraux, les écrits, etc... L'actualité de la lutte idéologique provient de cette contradiction non encore résolue qui fait que l'idéologie dominante ne trouve pas ou mal les formes de sa diffusion.

IV - QUELQUES EXEMPLES DE LUTTE IDEOLOGIQUE

1) Rôle de l'idéologie à l'Ecole (Démocratiser l'enseignement Capes-Aggeg)

Dans la lutte qu'il a menée, le COMITE CAPES-AGREG a donné une place importante à la lutte idéologique. Sa réflexion sur l'Ecole l'a conduit à la constatation suivante : le but de l'enseignement est "d'intégrer par la contrainte à une société injuste... proposer aux hommes de se libérer en passant par une culture aliénée". Ce mythe de la culture comme "moyen qui résoudra tous les problèmes qui se posent à l'homme" (conception humaniste de la culture : négation de l'aliénation et de l'exploitation : échappatoire individuel, etc...) et entretenu par la bourgeoisie, afin :

- d'abord, il permet de faire croire que l'école est le lieu où s'acquiert la culture,
- ensuite, les enfants, sont intégrés et dressés par la culture qui est donnée à l'école, .../...

- de plus, il permet de canaliser les énergies contestatrices vers un piège d'où ils mettent des années à sortir
- enfin, l'accent étant mis sur la notion de culture et non sur la culture elle-même, cette culture ne sera jamais ou presque jamais critiquée, et par là pourra impunément continuer à exercer des ravages" (à cet égard, voir plus loin le texte sur Adalbert qui nie remplir une fonction idéologique).

Cette culture est donc aliénée et participe d'une double censure "financière et idéologique". En même temps, elle est aliénante, véritable opium du peuple ;"vouloir faire croire que la culture est un domaine isolé de la lutte des classes, c'est aliéner par la culture" (exemple simple : l'enseignement des lettres, coupé de toute expérience socio-historico-économique : l'oeuvre paraît s'élever dans le vide, et non être "la réponse d'un individu à des conditions sociales, économiques, politiques, psychologiques").

Bien plus, l'école est ainsi organisée que l'on aboutit au paradoxe suivant (paradoxe seulement) : "le besoin de culture (de libération) aboutit en définitive au diplôme (signe d'appartenance)", et donc "dans le cadre du système, faire des études est une tentative individualiste d'échapper à sa condition". Par là même, l'idéologie bourgeoise réussit sa mission, voiler les rapports de production.

2) Dévoilement de l'idéologie,

a) Psycho-socio :

Point de départ de l'analyse, les sciences humaines "ne sont pas du tout le fait d'une mode ou d'un prétendu progrès humain, mais un besoin pour la structure sociale capitaliste" (Rennes -"Luttons contre la dissolution des Sciences Humaines"). D'où on peut déduire le rôle du sociologue et du psychologue "La pratique d'organisation du capitalisme suscite une foule de contradictions, et, pour chaque cas particulier, un sociologue est mis à la tâche. L'un étudiera la délinquance juvénile, l'autre le rascisme, le troisième les "slums". Chacun cherchera une explication à son problème partiel et élaborera une doctrine proposant des solutions au conflit limité qu'il étudie. Tout en faisant office de chien de garde, notre sociologue contribuera du même coup à la "mosaïque" des "théories" sociologiques... Cette démarche, prétendue objective, implique des perspectives partielles et partiales où les phénomènes ne sont pas reliés entre eux (le rascisme, le chômage, la délinquance, les slums, constituent une unité) et où la rationalité du système économique est une donnée. Le mot profit étant devenu choquant, on parle de croissance, d'adaptation à un changement, hypostasie, etc... ". ("Pourquoi des sociologues ? " - Cohn Bendit). Les auteurs citent des exemples d'utilisation de la sociologie», .../...

notamment le fait qu'à la suite des émeutes noires aux Etats-Unis, on vota des crédits supplémentaires pour entreprendre des études sur les mouvements de foule qui permettent de fournir des recettes à la répression. "La sociologie industrielle recherche avant tout l'adaptation du travailleur à son travail..." (Ibid). Dans le même sens, voir les thèmes UNEF de la campagne de la MNEF : "La médecine du capital ne soigne pas, elle répare les travailleurs". Pour la définition du rôle du psychologue, nous citons le texte de Rennes, "Luttons contre la dissolution des Sciences Humaines" : "Il suffit... de regarder le rôle du psychologue : orienteur qui donne un alibi rationnel à une orientation prédéterminée ; celui qui intervient dans l'entreprise pour ramener les conflits de classe à des problèmes d'affectivité ; le psychologue industriel qui étudie les conditions d'augmentation du profit; le psychopathe qui participe à la répression dans l'institution psychiatrique..." Ailleurs, il est dit du psychologue : "rôle de flic ou d'intégration au service du patronat dans les usines; rôle de techniciens pourvoyeurs de tests, etc..." (Rennes CA Psycho-socio). En conséquence, le rôle idéologique de la sociologie ou de la psychologie est clair : "Il s'agit toujours de masquer les contradictions provenant de l'infrastructure économique et d'adapter l'homme à la société dominée par la bourgeoisie" (Rennes). Or, aux militants politiques, se pose un problème de pédagogie : comment montrer à la masse des étudiants cette fonction idéologique qu'ils seront conduits à remplir. Le CA Psycho-socio de Rennes trouva la réponse suivante :

- 1 - exigence d'une étude concrète de la réalité sociale,
- 2 - exigence d'une étude des problèmes théoriques fondamentaux actuels,
- 3 - volonté de lier théorie et pratique.

La démarche était correcte : volonté de lutter contre l'autonomie entretenue par la bourgeoisie, de l'Université par rapport au champ de la lutte des classes; lutte contre l'idéologie dominante par un lien avec la réalité. Or, malgré tout, le CA dans son bilan (Etudiant de France N° 3), reconnaît un échec dû à "la coupure qui a existé toute l'année entre le travail théorique d'une part, et le travail politique de l'autre". Or, il semble qu'il donne un certain nombre d'explications du relatif échec de la lutte idéologique, essentiellement que le lien n'a pas été fait avec la lutte politique, d'une part, et d'autre part avec "le problème des débouchés", de la lutte idéologique abstraite, c'est-à-dire coupée des autres luttes, est inutile. Elle ne prend son sens que par et dans les autres luttes (voir l'échec total de la bataille contre les mesures gouvernementales en Sciences Humaines).

b) Critique des cours -

Dans ce domaine, un travail relativement important a été fait. Il est difficile de juger de son efficacité si l'on connaît mal la situation des diverses structures UNEF et de leur capacité à mener des luttes.

.../...

Droit et idéologie - UNEF/INFORM. du 29 Janvier 1969, Sciences Eco de NANTERRE) : dans ce texte, les militants essaient de dévoiler ce que supposent les concepts de patrimoine et de personne, concepts fondamentaux du droit civil. A partir de citations du manuel de Carbonnier (Thémis), ils montrent que le droit civil englobe la force de travail dans la personne et non dans le patrimoine, ce qui revient à lui dénier une signification économique. Or, si l'on fait une analyse scientifique de la force de travail, sa signification économique est claire : vente de la force de travail au capitaliste, achat de produit pour reconstituer cette force. Il s'agit donc pour Carbonnier de désamorcer le concept de force de travail en procédant ainsi ; le corps du travailleur est extra-patrimonial et ne fait qu'un avec la personne; or (postulat), cette personne est inaliénable, donc le concept inaliénable ainsi que la force de travail qui ne fait qu'un avec ce corps. "Nous venons de mettre le doigt sur la supercherie de Mr Carbonnier : il introduit dans le raisonnement un élément auquel il rattache en fait toute son analyse, la personne qu'il définit comme inaliénable". C'est donc l'examen de la réalité qui nous permet de constater l'aliénabilité de la force de travail. Cela permet de conclure "le droit est une réalité abstraite qui reflète la réalité concrète (économique, sociale, politique), c'est-à-dire une superstructure. Cette superstructure prise dans le mouvement historique, de la lutte des classes, devient idéologique, et reflète les intérêts de la classe dominante, qui occulte donc le réel". Carbonnier est donc obligé de distinguer entre titulaire et propriétaire : l'individu est titulaire de son patrimoine, il n'en dispose pas, et par conséquent, le patrimoine n'est pas aliénable. Mais, il est obligé de dire que la cession du patrimoine est interdite du vivant de la personne, car ce serait annihiler la personne, et de reconnaître qu'un bien peut être aliéné, mais que le patrimoine demeure inaliénable. "Malheureusement, on ne comprend pas comment des éléments aliénables peuvent former un tout inaliénable." Les camarades de Nanterre tentent de donner un débouché à cette lutte idéologique : le statut juridique d'un individu se définit par sa place dans la production; or, le patrimoine du prolétaire est aliéné, donc le prolétaire est aliéné et aliénable. Le droit civil tente donc d'intégrer au système de pensée bourgeois des réalités dangereuses. "Cette technique est la réplique sur un plan idéologique de la tentative d'intégration de la lutte de classes dans des lois sur la participation". Il s'agit donc de boycotter les élections. Il est bien évident que la démarche était bonne, mais faute de montrer comment la participation tente d'intégrer le mouvement étudiant, la conclusion politique est plaquée et incompréhensible. Ce texte montre la difficulté qu'il y a à établir le lien entre lutte idéologique et lutte politique.

Littérature et idéologie - (Etudiant de France N° 7 p, 6, "Crève Salope", P.8 et 11). Le GLM-GLC a tenté de montrer à Adalbert, selon qui "l'idée de récupérer un écrivain au profit d'une idéologie ne l'a jamais effleuré", qu'objectivement il
.../...

participe à cette opération. Une remarque liminaire s'impose : le bourgeois ne peut juger qu'en bourgeois, et sans s'en rendre compte. Donc, "Adalbert se présente comme une victime innocente". Ce n'est donc pas le professeur qu'il s'agit d'attaquer, mais le système. "Tant pis pour eux s'ils font corps avec lui". Un cours sur la littérature est "un discours sur un discours", et l'idéologie "forme la base de l'implicite qui sous-tend le discours". L'absence de méthodes des professeurs est révélatrice : "l'habileté consiste à se situer de plein pied avec l'oeuvre, à rester au niveau du texte dont on éprouve ainsi la subjectivité, avec ce regard de myope dont l'oeil adhère à l'objet sans en percevoir le relief ni la place, s'attachant aux détails dans le confort d'une sensation vague". Aussi, par respect de la littérature, on ne donnera aucune explication de la condition de l'artiste, etc... ce qui permet "d'universaliser la subjectivité de l'auteur". Pourquoi cette démarche ? "Toute la méthode consiste alors en l'art de rendre le texte le plus banal possible", ce qui permet de parvenir "rapidement dans les sphères de l'abstraction, c'est-à-dire du vide universel", ce qui permet d'évincer les problèmes et d'absolutiser les valeurs. Aussi Beaudelaire est "le poète devant lequel nous devons nous incliner, puisqu'il exprime l'angoisse humaine, absolument humaine, la mienne par exemple, ou celle du paysan de la Corèze", et non plus un poète névrosé et bourgeois. La littérature n'aide pas à comprendre et à vivre la vie, mais est un moyen d'expression. "Crève Salope" montre comment Théodule parle de Proust, par paraphrases ou citations : "Théodule est une grosse caisse de résonance que font vibrer les mots des autres; c'est une espèce de gong...". Ces divers textes montrent clairement la démarche bourgeoise et où se situe l'idéologie, comment elle procède. Mais ce qu'il faut souligner, c'est le lien qu'a su établir le COMITE CAPES AGREG entre lutte idéologique (nous en verrons d'autres exemples, lutte politique et lutte revendicative, qui a abouti au boycott de l'Agreg. Et l'échec de ce boycott s'explique aussi bien par la conjoncture politique que par le poids de l'idéologie et la croyance en la promotion individuelle par l'Agreg, etc...

3) L'examen comme clé de voûte idéologique de l'université

Des textes nombreux ont été écrits sur les examens, cette année. Nous en étudierons quelques uns particulièrement significatifs.

"Ceux qui ne passeraient pas d'examen, auraient perdu leur temps dans cette option, cette année", a dit Jouffroy, professeur d'économie à Montpellier, ce qui signifie que l'examen est la seule modalité qui décide si l'étudiant a travaillé ou non, perdu son temps ou non. C'est donc la liaison étroite établie entre sélection et connaissance. Il ne peut y avoir connaissance que par la sélection. On aime à l'entendre dire. C'est, bien entendu, la justification à posteriori de tout le système universitaire, du phénomène de milieu culturel mis en évidence par Bourdieu et Passeron, et de l'auto-renouvellement des "élites".

a) Nature de l'examen -

L'examen établit volontairement une confusion entre d'une part, "le fait que l'individu, progressant dans l'acquisition de ses connaissances, est amené à tout moment à les contrôler lui-même, mais que, dans ce contexte s'il est INSTITUTIONNALISE, interviennent nécessairement différents facteurs d'ordre social" (voir, à cet égard, Bourdieu et Passeron, "Les Héritiers"), et d'autre part, "le fait que la société bourgeoise a besoin de hiérarchiser les fonctions c'est-à-dire d'attacher à une fonction donnée des avantages et des pouvoirs... (justifiés)... par la volonté de maintenir et de consolider l'ordre social existant..." (L'examen ou à quelle sauce voulez-vous être mangé - fac de Sciences - Paris). Le jeu de l'idéologie bourgeoise est précisément de maintenir cette confusion : "à quiconque s'oppose à l'examen comme répressif et instrument de sélection, on rétorquera... que toute acquisition de connaissances nécessite un contrôle. La tromperie de l'argumentation est manifeste" (ibid). Sur le plan pratique, le dévoilement de la nature idéologique de l'examen s'est traduit par le fait que tout le monde a été déclaré reçu sans examen. Il faut d'ailleurs noter que le pouvoir a vu clairement le danger de ce dévoilement, et Zamansky a refusé d'entériner cette décision, d'où une série de luttes en Mai à la Fac de Sciences).

"La discussion sur les examens, si elle <se> dissocie de la critique de l'université, permet de masquer le caractère de l'université et le rôle qu'elle joue. En spéculant et en favorisant la peur individuelle de perdre une année, ce courant cherche en fait à faire oublier que l'institution de l'examen est la clé de voûte de tout le système universitaire" (Un problème de tabou - "Crève Salope").

b) Le concours ou le triomphe de l'idéologie -

Une question doit être posée : comment est-il possible, alors qu'il élimine 80 à 95 % des candidats, que le concours survive encore ? Les réponses à cette question peuvent être données par la réflexion de CAPES-Agreg, qui montre clairement le poids de l'idéologie. L'état bourgeois a tout à gagner au maintien des concours, car, d'une part, la hiérarchie du corps enseignant est une bonne affaire, et de l'autre, le système des concours n'assure pas la formation des enseignants mais leur mise en condition (UNEF/INFORM. 17 Avril 1969 - p 4 à 9).

- la hiérarchie du corps enseignant est une bonne affaire ; en effet, elle fournit des économies à l'Etat, puisque l'on paie moins un certifié qu'un agrégé, un auxiliaire qu'un certifié, etc... C'est en même temps une carotte pour la piétaille : "les concours de recrutement offrent aux plus basses catégories un moyen de promotion interne, strictement limité d'ailleurs par de sévères conditions d'inscription...

.../...

En offrant l'illusion d'une solution individuelle, elle interdit à l'enseignant une prise de conscience de sa condition ou de sa fonction". De plus, elle offre un bâton de maréchal pour les élus : "Une fois parvenus au sommet de la pyramide, une bonne proportion des agrégés se constitue en caste fermée" (ce que nous verrons plus loin). Enfin, c'est une assurance contre une action syndicale unie par la division du corps enseignant en plusieurs catégories

- le système du concours assure la mise en condition des enseignants : le concours, en aucun cas, ne donne ni compétence pédagogique, ni formation théorique de haut niveau. (Ainsi, peut-on entendre le jury de l'agreg. de Lettres Modernes, pourtant composé d'agrégés, dire "nous pensons aussi que le latin étant en quelque sorte le premier état du français, nos professeurs ont intérêt à en avoir au moins quelque teinture", ce qui traduit une méconnaissance totale de la nature d'une langue, et l'aveu que l'on demande une teinture, un vernis). Quant à la démocratie du concours, il suffit de savoir que tous les Normaliens sont reçus à l'agreg pour s'en convaincre - voir aussi Bourdieu-Passeron. Le concours est une mise en condition : épreuve de culture bourgeoise, d'où toute formule obscène ou équivoque est proscrite (quid de Rabelais ?) "Par le biais du concours, nos maîtres imposent leur code moral, politique, idéologique, sans en avoir eux-mêmes la claire conscience".

Cette analyse du concours pourrait être étendue à l'ensemble des concours : n'oublions pas que c'est le mode essentiel, sinon absolu, de recrutement des fonctionnaires (à noter les idées des technocrates : américanisation de la fonction publique par un recrutement sur tests, grande idée de Guéna-Or, l'on sait ce qu'est un test, justification à posteriori d'un déterminisme à priori).

c) Remarques finales -

L'examen apparaît comme un des meilleurs terrains de la lutte idéologique, en tant qu'il est une cristallisation de l'idéologie dans une institution. Mais, en même temps, dans la mesure où il est totalement intégré au système (après tout il faut réussir !), il rend cette lutte extrêmement difficile. Nous devons tirer une leçon de l'échec de la campagne sur les examens cette année. La seule lutte positive importante a été CAPES-Agreg, précisément parce que le lien a été établi entre lutte idéologique, lutte revendicative, et lutte politique. La lutte idéologique, en tant que lutte abstraite, ne sert à rien, sauf peut-être à toucher quelques nouveaux militants (et encore : les militants sont avant tout touchés par les actions qu'ils mènent).

.../...

V - CONCLUSION -

La lutte idéologique apparaît nécessaire à l'Université, lieu d'élaboration et de transmission de l'idéologie, parce que les étudiants, tant à cause de leur origine sociale, qu'à cause de leur situation présente ou qu'à cause de leur devenir de classe, sont particulièrement sensibles à l'idéologie. Elle doit être liée à la lutte revendicative et à la lutte politique, les unes et les autres s'éclairant et s'alimentant mutuellement. Il s'agit d'assurer la liaison entre la réalité de la lutte des classes et la lutte idéologique. Un certain nombre d'erreurs doivent être évitées : confondre lutte idéologique et formation politique (il ne s'agit pas de lutter idéologie contre idéologie, mais de sensibiliser les étudiants en leur faisant prendre conscience de la réalité de l'idéologie et de ses raisons, c'est-à-dire la justification des rapports de production; tomber dans le piège réformiste, si le problème de la lutte idéologique est posé indépendamment de la réalité de la lutte des classes (le contre-cours, en tant qu'entretenant le mythe de la neutralité de l'université, ou l'université rouge); ne pas mener à fond la lutte en essayant de montrer en quoi la bourgeoisie a intérêt à assimiler telle réalité à tel concept; ne pas poursuivre le dévoilement idéologique par d'autres luttes revendicatives et politiques.

X

X

X

II. - LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE A L'UNIVERSITE.

I. - La Participation.

Après un an d'expérience que reste-t-il de la participation Fauriste ? Reste-t-elle un objectif fondamental de la politique du pouvoir ? Guichard, comme bien des députés de la majorité, ne verrait-il plus aucun intérêt dans cet axe ? Autant de questions importantes, dans la mesure où la réponse, dans un sens ou dans un autre, nous éclairera sur la politique du pouvoir et, en conséquence, sur les luttes que le mouvement étudiant doit mener.

1) Signification de la participation

Il ne s'agit pas de refaire les analyses de l'année dernière à Marseille mais de rappeler les acquis essentiels de l'UNEF dans ce domaine.

Lorsque Faure reprit l'idée de la participation, il répondait à des soucis politiques clairs de la bourgeoisie. A partir de ce mot d'ordre, ambigu jailli en Mai, dans la situation de crise du pouvoir d'Etat, il s'agissait de viser deux objectifs.

- d'une part, par l'intermédiaire des élections, Faure espérait couper la masse des étudiants des militants révolutionnaires. Et la vaste campagne de presse de l'année dernière en faveur de la cogestion aussi bien que l'effort entrepris par le pouvoir pour susciter des groupes réformistes, participationnistes et modérés (CLERU, MUR, etc.) en sont la preuve évidente ;

- d'autre part, le gouvernement espérait faire cautionner sa politique de rentabilisation de l'Université par l'intermédiaire de la participation : ce sont les étudiants eux-mêmes qui mettraient en place la réforme ; la participation est l'instrument permettant de réaliser l'adaptation de l'Université aux besoins du capitalisme, instrument dont l'absence pouvait expliquer en partie l'échec du plan Fouchet (en partie seulement d'autres facteurs intervenaient tels la persistance de l'attachement du corps enseignant à l'Université libérale ou le fait que le Capital n'était pas prêt à prendre en charge la formation, etc.).

La loi d'orientation prévoyait de telles modalités que toutes les décisions des Conseils qui n'iraient pas dans le sens des objectifs du pouvoir seraient sans effet. Les Conseils n'avaient aucun moyen de s'opposer aux mesures nationales voulues par le gouvernement. Toutes les modalités d'élection, de parité, de collèges, etc., désamorçaient dès l'abord les risques d'une quelconque utilisation tactique et oppositionnelle des Conseils. De plus, et c'est une des raisons essentielles du choix que l'UNEF a fait au congrès de Marseille, cette tentative du pouvoir au niveau de l'Université s'inscrivait dans un plan d'ensemble d'intégration des forces centrifuges du système de production capitaliste, de recherche de la "troisième voie", dont on a vu la mise en place par le référendum, les contrats de progrès, etc. Il était donc essentiel que le mouvement étudiant lutte contre la participation, car obtenir une victoire sur elle, c'était contribuer à affaiblir le pouvoir dans sa volonté d'intégration. Enfin, la participation
.../...

était l'instrument de la politique d'adaptation de l'appareil universitaire à l'économie capitaliste, et, en conséquence, lutter contre la participation, c'était gêner considérablement la restructuration et la rentabilisation de l'Université, Comme il était dit à l'Assemblée Générale de l'UNEF des 3 et 4 Mai, « la lutte contre la participation dépasse largement le cadre universitaire ; c'est une lutte permanente contre les projets de la bourgeoisie, ses plans de réorganisation et d'intégration » (Rapport du Bureau National).

2) Bilan rapide de l'année 1969

Durant les derniers mois de l'année universitaire 1969, la bataille frontale contre la participation fut une des luttes les plus importantes du mouvement étudiant. Le pouvoir avait si bien compris l'enjeu de la bataille qu'il morcela au maximum les élections en commençant par les bastions de son autorité. Il trouve chez les enseignants et les étudiants du PCF des alliés, puisqu'ils avaient de jouer à fond la participation. C'était donc une bataille difficile. L'explication s'est faite autour de plusieurs thèmes :

- les arguments de "fausse participation" se référaient au fonctionnement de la participation et aux modalités d'élection. Dans certains endroits, leur mise en avant a provoqué des dérogations sur les élections et parfois sur le nombre des représentants de toute façon, une campagne des plus ambiguë.
- les arguments sur l'introduction du patronat sont ceux qui ont donné lieu aux explications politiques les plus intéressantes
- les arguments sur la poursuite du plan Fouchet ont aussi été mis en avant.
- le lien avec la conjoncture politique a amené des slogans du type "participation-répression", "carotte-bâton".

De la lutte contre la participation, deux constatations se dégagèrent.

- Malgré l'immense effort de propagande du gouvernement et le forcing du PCF (cf. Vincennes), le nombre des étudiants ayant refusé de voter est extrêmement élevé. Cela est si vrai que, d'une part, le gouvernement a essayé de "gonfler" les chiffres à un certain nombre d'endroits (Droit ou Médecine Paris où les pourcentages furent calculés, non sur le nombre d'inscrits en Faculté, mais sur le nombre de ceux qui s'étaient inscrits sur les listes électorales ce qui augmentait les pourcentages de 20 ou 30) et que, d'autre part le gouvernement n'a pas publié les résultats d'ensemble, qui peuvent être estimés à 40% au grand maximum.

- Les CTG n'ont rien fait pendant l'année, si ce n'est examiner quelques problèmes matériels du type chauffage ou peinture, et, peu à peu, tous les pouvoirs leur ont été retirés.

Un point important doit toutefois être noté, c'est que de nombreux étudiants ont été pris à la propagande mystificatrice de l'UEC, cela étant dû à l'inégal développement des luttes, à leur morcellement, à la démagogie électorale, que les vieux habitués du suffrage universel savent si bien manier, à l'insuffisance de l'explication politique. En ce sens, Faure avait réussi partiellement son affaire : développer un courant réformiste à l'Université, courant qui ferait sa politique.

L'année universitaire se terminait donc par l'échec relatif de la participation, mais sans son échec définitif, ce qui ne pourrait être obtenu que par le dévoilement clair, dans les luttes, du rôle des CTG.

3) L'échec relatif de la participation

Animées dans leur ensemble par les réformistes, les conseils de gestion n'ont pas joué le rôle moteur dans la restructuration que voulait leur donner Edgar Faure. Administrateurs de pénurie, et gestionnaires de contradictions qui les dépassent, les conseils n'ont plus aujourd'hui que le rôle de tampon entre l'administration gouvernementale et le mécontentement étudiant. Ils sont bon gré mal gré, obligés d'appliquer les mesures que le ministère prend ; à cet égard, la tactique intégrationniste a parfaitement rempli son rôle, la contestation du système ne se fait que pour l'améliorer. Il est d'ailleurs caractéristique que l'aspect local des conseils sera prolongé par le ministère. Il compte remettre dans les propositions de structures nationales, des conseils qui pourraient permettre des propositions et une stratégie unifiée des réformistes à l'intérieur de celles-ci. Le Ministère centralise donc en maintenant sa dictature nationale sur ses structures de base.

Il est nécessaire de voir de plus près, à la lumière des luttes menées depuis le début de l'année, le rôle qu'ont joué les CTG. En deux mots, les Conseils n'ont pu qu'exécuter la politique du pouvoir, et ils ont joué un rôle répressif face au développement des luttes. La hausse des droits d'inscriptions fut annoncée à la rentrée. Guichard a même dit que ces 50 Frs étaient "le prix de l'autonomie". Or, ce fut le tôle et les conseils, unanimes, condamnèrent cette mesure. Belle unanimité qui ne se traduit par aucun effet pratique. On vit dans un premier temps les CTG (Rouen, Censier) s'opposer aux inscriptions et préciser que les étudiants pouvaient s'inscrire sans attestation financière, en assurant qu'ils interviendraient "pour que la validation de ces cartes soit reconnue par tous" (CTG de Censier). Le ministre répondit simplement, en disant que, d'une part, seul le paiement des droits confère le titre d'étudiant, et que, de l'autre, les CTG pouvaient procéder aux inscriptions par correspondance, ce qu'ils s'empressèrent de faire, tout en étant obligé de reconnaître qu'en cela, ils brisaient les luttes de masse engagées :

"Mais certains étudiants ont voulu, prenant prétexte de cette augmentation, interdire à tous et par la force l'accès aux bureaux d'inscription. De ce fait, des menaces venues de l'extérieur de la Faculté se sont multipliées. La Faculté ne pouvait devenir le champ de bataille des extrémistes. C'est pourquoi le Conseil transitoire de Gestion a décidé de généraliser les inscriptions par correspondance..."
(lettre adressée par le CTG de Censier à tous les étudiants).

Toutes les provocations du pouvoir était bonne pour les Conseils. C'est ainsi que le CTG de Censier fut trop heureux de prendre prétexte de l'affaire Boscher (arrivant avec son écharpe tricolore de député à Censier pour faire inscrire sa fille et se faisant conspuer) pour procéder aux inscriptions par correspondance. Belle épine retirée du pied au CTG par l'intermédiaire du pouvoir.

Par la suite, ce rôle des Conseils (gérer les situations imposées par le pouvoir, assurer la police à l'Université, servir d'écran et de tampon entre les étudiants et le pouvoir) se confirmera pleinement.

Quelques exemples l'illustreront :

- gestion des situations imposées par le pouvoir 1° arrêté Guichard Boulin sur Médecine fut pris sans la moindre consultation des CTG, comme l'a dit le Conseil de Strasbourg Médecine :

Strasbourg (11-10) : "La conseil regrette que, contrairement à l'esprit de "la loi d'orientation, les conseils..., n'aient pas été consultés, sur un "problème aussi important (la sélection en médecine).

"Cette absence de consultations...aboutirait à une telle dévalorisation "du rôle des conseils que leurs membres seraient naturellement amenées à "remettre leur démission".

Jamais aucun conseil n'a été consulté sur la circulaire concernant les langues. Quoique l'un et l'autre de ces textes aient été condamnés par les CTG, ces conseils sont obligés de les mettre en application. A maints endroits, les Conseils se retrouvent sans argent ni locaux (Limoges Lettres, Psychologie sociale-Sorbonne) et doivent gérer la pénurie. Quels que soient les efforts du PCF pour essayer de se dédouaner en lançant ça et là des grèves au nom du CTG, les étudiants ont compris.

-rôle de police : Guichard a pu dire, le 17 octobre, "le gouvernement ne cédera pas à ceux qui voudraient que le gouvernement se substitue aux autorités universitaires pour assurer l'ordre à l'intérieur des facultés". Les CTG remplirent ce rôle avec sérieux. Ainsi, on vit, pendant la grève de langues, le Conseil de Nice faire fermer la faculté, espérant par là faire cesser la grève. A Montpellier, il s'en est fallu d'une voix pour que le Conseil ne prenne la même décision. A Saint-Etienne, alors que la grève durait depuis 5 semaines et que les AG avaient décidé de la poursuivre, le CTG tente de faire organiser des votes pour le reprise des cours ; Il a même intenté des poursuites contre des dirigeants de la grève, de même qu' à Reims, un camarade est poursuivi en conseil de discipline pour avoir fait boycotter un partiel. La dernière décision en date, le CTG de Nanterre demandant à la police de stationner à titre permanent sur le Campus n'est que l'aboutissement logique de cette politique.

- rôle d'écran : toutes ces luttes ont montré à l'évidence le rôle des CTG. Alors que ce ne sont pas eux qui prennent les décisions, le gouvernement essaye de les leur faire cautionner, et ceux-ci ne peuvent pas faire autrement. Ce rôle est entretenu par les élus du PCF qui essaient de mystifier les étudiants en tentant de leur faire jouer un rôle de pression, de masse de manoeuvre, qui appuiera le CTG. Le rôle des CTG a clairement été exprimé par le conseil de Montpellier qui a voté une motion où l'on peut lire : "une cogestion prétendue, organisant en fait la pénurie et masquant les responsabilités gouvernementales aux étudiants, n'est qu'un leurre".

Les luttes ont donc permis de montrer dans les faits, concrètement le rôle de la participation. Ce rôle s'est montré avec tant d'évidence que plus personne ne veut voter, ce dont témoignent les résultats les plus récents des élections :

Médecine-Bordeaux :	10 %
Dijon-Lettres :	12 %
Clignancourt (Droit) :	: 7 %
Clermont-Lettres :	: 5 % (4 300 inscrits, 226 votants)
Rennes-Sciences :	: 2, 5 %
Reims-Sciences :	: 8 % (1 750 inscrits, 161 votants, 78 suffrages exprimés)

Ces résultats sont suffisamment diversifiés (Lettres, Sciences, Droit-Sciences-Eco., Médecine) pour être signifiants.

Le gouvernement est donc pris dans de grandes difficultés : d'un côté il existe un quorum légal, de l'autre, il a besoin de l'instrument politique de la participation. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il fasse pourvoir tous les sièges, ce qui n'est guère qu'un pis-aller, car ces conseils n'ont que bien peu de représentativité. Il est aidé largement dans sa tâche par l'UEC qui est seule à présent à présenter des listes (Rennes ou Reims Sciences).

Il est d'ailleurs intéressant de noter que face à l'échec flagrant de la participation, il y a tentative, çà et là, de constituer des organes de substitution. Ainsi, à la faculté de Droit d'Assas, au moment de l'affaire Bourjol, on vit le doyen essayer de convoquer tous les groupes politiques et syndicaux afin de créer un organisme permanent de concertation sur les libertés politiques et syndicales.

La victoire totale sur la participation est en vue. Le gouvernement l'a si bien compris qu'il a décidé de proroger de 6 mois les pouvoirs des CTG, ce qui lui permet d'éviter un affrontement global avec le mouvement étudiant et donc la défaite politique. Il est à noter aussi qu'en ce qui concerne, les Conseils d'Université, de nombreux CTG refusent d'élire des représentants (Montpellier, Reims). Cet échec gêne considérablement le pouvoir dans sa politique : il ne peut plus lui donner une caution démocratique. Il doit donc ouvertement rentabiliser l'Université. Sa marge de manoeuvre est de plus en plus réduite entre le mécontentement croissant des étudiants (dont témoigne les luttes de cette année), les résistances des mandarins et la majorité parlementaire de plus en plus inquiète. Le gouvernement conscient que le problème universitaire est dramatique pour lui (cf. Les déclarations récentes de Guichard). Ne possédant plus l'instrument politique de sa politique, la participation, le pouvoir doit à présent passer à la répression directe, à l'utilisation des groupes fascistes à l'appel à la majorité silencieuse ou à la provocation policière pour faire sa politique.

II.- Répression.

Déjà lors du Congrès de Marseille, certains d'entre nous avaient insisté sur le fait que le pouvoir ne pourrait imposer ses projets sans recourir à la force. Ils soulignaient donc qu'il fallait se préparer à affronter une répression accrue et qu'il était indispensable de maintenir une organisation capable d'y faire face. Cependant leur intervention fut souvent ressentie comme la volonté bureaucratique de préserver un appareil considéré alors par certains comme inutile. Pourtant les événements ne tardèrent pas à justifier leurs craintes et à démontrer l'inadaptation des possibilités de réponses du mouvement étudiant face à la répression lorsque ces réponses n'essayaient ni d'élargir la base du mouvement à la masse des étudiants en expliquant clairement quel était l'enjeu de la bataille et quelles répercussions politiques il impliquait ; ni de créer un mouvement de solidarité et d'opposition à la politique répressive du pouvoir à l'extérieur de l'Université.

1) L'arsenal reprend du pouvoir.

Comme il était prévu, le gouvernement s'est engagé délibérément dans une politique de répression. Mais ayant à résoudre des problèmes de plus en plus diversifiés, il a accru considérablement sa panoplie répressive. En effet s'il a continué à tenter d'éliminer par tous les moyens les militants politiques à l'Université, -comme d'ailleurs bien évidemment dans les entreprises- il a perfectionné sa politique du "cordon sanitaire" décidant de laisser pourrir la situation dans les établissements universitaires qui étaient perdu pour lui de toute façon -comme Vincennes par exemple alors qu'il tentait par ailleurs de rétablir à tout prix son influence dans les facultés traditionnellement moins politisées. -comme les facultés de Droit. Cette opération était d'autant plus nécessaire qu'il devenait indispensable pour le pouvoir d'arrêter le "pourrissement de la partie saine de la jeunesse qui devrait demain assumer la direction du pays". En clair, il ne fallait pas que ceux qui seraient plus tard responsables de la gestion de l'appareil de production capitaliste puissent remettre en cause l'idéologie bourgeoise qu'on leur dispensait sous le couvert de la pseudo-neutralité du droit ou de la rigueur pseudo-scientifique de l'économie que les philosophes contestent, la bourgeoisie peut encore s'en accommoder mais. que ses économistes ses juristes, peut-être même ses politiciens s'interrogent, face aux contradictions de la pensée bourgeoise, cela il n'en n'était pas question. Pour appliquer sa politique, le gouvernement devait donc limiter au maximum la liberté politique à l'Université et dans le pays, en utilisant les possibilités que: lui donnaient le maintien des "libertés publiques et politiques", en tentant d'éliminer les militants politiques ou en sabordant les disciplines par trop contestataires.

La mascarade des libertés publiques et politiques bourgeoises a permis d'utiliser tous les moyens contre le mouvement étudiant. En instaurant la "liberté politique" à l'Université, le pouvoir a tenté de bâillonner les forces d'opposition en institutionnalisant une contestation qui ne devait pouvoir s'exprimer qu'à heures fixes et par l'intermédiaire de panneaux dont la surface était le résultat d'une savante pondération entre le caractère représentatif et la couleur politique des organisations. Mise en cage, la politique devenait inoffensive. Malheureusement pour le pouvoir, le mouvement étudiant ne s'est pas laissé enfermé dans cette problématique légaliste, Il a donc fallu pour le pouvoir, frapper le nerf du mouvement, c'est-à-dire les militants politiques à l'Université et dans le pays. Il a utilisé à fond sa machine judiciaire et son appareil policier. Chaque jour des camarades sont condamnés dans l'arbitraire le plus total sous des motifs ridicules lorsqu'on connaît la police française de violences à agent ou de rébellion. Toute activité politique est l'occasion d'un déploiement formidable de flics qui rend difficile l'organisation d'une manifestation -comme celle pour le Vietnam qui se tient malgré l'arrestation préventive de plusieurs milliers de personnes- ou même la rend impossible -comme ce fut le cas pour la manifestation de médecine. Les plus grossières provocations furent aussi utilisées : c'est l'arrestation la veille de la manifestation sur le Vietnam de nombreux militants, de l'UNEF et de la Ligue Communiste, ou celle des militants de l'UNEF de Bordeaux qui étaient accusés de détenir des cocktails molotofs qui s'avéraient être du matériel de peinture ! Pour les récalcitrants, il reste toujours l'armée dont le caractère formateur de l'esprit unique n'est plus à démontrer. Enfin les camarades étrangers sont victimes d'un inacceptable chantage à une. expulsion dont les conséquences seraient souvent dramatiques pour eux.

2) La répression "silencieuse"

Cependant toutes ces mesures sont encore trop ouvertement répressives pour que le pouvoir puisse les utiliser dans toutes les situations. Lorsque, même en utilisant tous les artifices de sa légalité, il ne peut heurter directement le mouvement étudiant, ou lorsque le rapport de force lui semble trop défavorable pour qu'il risque d'y engager le "prestige" de l'action officielle, il a recours à des moyens détournés pour éliminer les militants révolutionnaires, instaurer son ordre à l'université et dénaturer le mouvement étudiant aux yeux de l'opinion, copieusement informée par la presse bourgeoise. Les "affrontements sanglants qui mettent aux prises des poignées d'excités", les moyens, détournés, ce sont aujourd'hui les groupements fascistes dont on a pu voir l'action à Nanterre et surtout à Assas.

La présence des groupes fascistes à la faculté de Droit de Paris n'est pas un fait nouveau. Même en Mai 68, ils n'ont jamais pu être éliminés par le COMITE de GREVE, et recherchèrent plusieurs fois un affrontement qui leur aurait permis d'investir la faculté.

En effet, les groupes d'extrême droite ont toujours considéré les facultés de Droit comme leur terrain privilégié, d'une part du fait de la base sociale des étudiants, du fait de l'idéologie particulièrement réactionnaire qui y est prodiguée d'autre part.

Leur élimination de toutes les autres facultés les a condamnés à ne pas perdre cette dernière bataille dans les facs de Droit et les. IEP, condition sine qua non de leur survie à l'Université.

Le gouvernement a su parfaitement exploiter cette situation, et utiliser les groupuscules fascistes contre le mouvement étudiant qui refuse à la fois ses carottes et son ordre moral.

Plutôt que sa police, il préfère envoyer les fascistes à l'Université, ce qui lui permet de dénaturer aux yeux de l'opinion publique les luttes étudiantes en simples affrontements "d'extrémistes de tous bords".

Il est désormais clair pour tous que les fascistes ne sont que les flics du pouvoir à l'Université. Le gouvernement les utilisa pour instaurer son "ordre moral" dans les facultés de Droit qui sont pour lui d'intérêt stratégique étant donné leur rôle dans l'appareil universitaire, et la nécessité du maintien de l'idéologie qui y est prodiguée. Il les utilise aussi bien pour tenter d'empêcher le développement des luttes contre le sélection que pour supprimer toute liberté politique dans les facultés.

Tentant de préserver ses positions dans les domaines vitaux pour lui, le pouvoir cherche d'autre part à liquider les foyers de contestation permanents au sein de l'université,

Le principe de l'université concurrentielle lui donne l'occasion de mettre en oeuvre ses projets. Un premier pas a été franchi en refusant à la licence de Philosophie de Vincennes la valeur de diplôme national.. Ce faisant,

il s'agissait de punir: de son indiscipline et de son non conformisme cette faculté pilote. En réalité, ce qu'on censurait, c'était le refus de l'enseignement bourgeois. D'ailleurs, si ce genre de mesures ne suffisent pas à faire disparaître Vincennes, le gouvernement n'hésitera pas à fermer Vincennes -pas plus qu'il n'hésitera pour Nanterre d'ailleurs- pour pouvoir y réaliser une "remise en. ordre radicale. Le cas de la sociologie est devenu significatif à cet égard. En effet, le capitalisme, contrairement à ce qu'il laisse répéter, sait parfaitement qu'il aura de plus en plus besoin de sociologues d'entreprises pour huiler les rapports entre les différentes couches participant au mode de production capitaliste. Il est parfaitement conscient qu'il entre dans une phase où l'aliénation doit être organisée de façon rigoureuse sous peine de voir la formidable machine qu'est devenue la société bourgeoise développée, se détraquer complètement. C'est pourquoi il ne peut tolérer que les départements de sociologie deviennent les bastions d'une pensée révolutionnaire qui met en lumière toutes les contradictions de la conception bourgeoise de la société et des rapports entre les individus. Aussi, au fur et à mesure que le pouvoir laisse se désintégrer l'enseignement de la sociologie -refus de professeurs, de crédits, de locaux etc.,- on voit se constituer des instituts de sociologie qui récupèrent ce qui peut être sauvé de l'enseignement de la sociologie, en fonction des besoins du développement capitaliste. Cette forme de répression plus subtile montre bien à quel point le problème de la répression est inséparable des politiques mises en oeuvre à l'université par les différentes couches de la bourgeoisie.

3) La riposte du Mouvement Etudiant

En but à toutes ces agressions, comment a réagi le mouvement étudiant ? Trois attitudes sont apparues. Pour les uns, la meilleure garantie possible contre la répression était celle qu'offraient les organes de participation à l'université bourgeoise. Pour d'autres, seule une action militarisée d'auto-défense, rendant ponctuellement coup pour coup était capable de protéger les militants. Enfin, pour d'autres, dans la ligne du Congrès de Marseille, seule une structuration de la lutte pouvait par une globalisation et une explication politique des raisons de la répression mettre on place la riposte de masse du mouvement étudiant. - -

a) Les participationnistes.

Les participationnistes ne sont pas tous mus par les mêmes motifs. Ils sont d'abord constitués par les indémodables de la participation, pour qui le légalisme universitaire est une excellente occasion de maîtriser, de canaliser le mouvement étudiant pour en faire l'instrument docile d'une bureaucratie qui croit qu'il faut faire deux pas en arrière avant de faire un pas vers le socialisme. Tentant de se regrouper dans une faction scissionniste, ils ne sont pas loin de reprendre leur compte vis à vis de la répression qui frappe les militants, la réponse que faisait De Gaulle à Frey lorsque celui-ci l'avertissait du risque d'assassinat de députés gaullistes par l'OAS. "Qu'importe pourvu qu'ils soient bien choisis". D'ailleurs, non contents de couvrir la répression ils en sont souvent à l'origine réclament des sanctions contre ceux qu'ils sont incapables de désigner autrement que comme des "gauchistes irresponsables". Ils ne se contentent pas d'ailleurs de jouer les légalistes bourgeois en demandant au gouvernement l'interdiction des mouvements révolutionnaires, puisqu'ils ne se privent pas d'organiser des ratonnades contre les militants révolutionnaires quitte à traiter ceux-ci d'anarchistes irresponsables si leur provocation réussit trop bien et qu'ils

reçoivent les coups qu'ils destinaient aux autres. Aussi l'attitude pour le moins ambiguë de ces camarades fait-elle poser une lourde hypothèque sur les développements des luttes du mouvement étudiant. Mais ces camarades n'étaient pas seuls dans les conseils de gestion. En effet, à leurs côtés se trouvaient divers étudiants progressistes qui espéraient faire passer une ligne plus ou moins socialiste à l'université par l'intermédiaire de ces mini-parlements qu'ils croyaient être les divers consuls. Ils étaient appuyés par certains éléments du corps enseignant qui dans un libéralisme généreux et sûrement sincère espéraient pouvoir, en assumant des pouvoirs importants dans les facultés, protéger le développement des luttes politiques à l'université. En fait, ils étaient condamnés à tomber dans tous les errements de la sociale-démocratie. Face à la répression, ils ne pouvaient être que les "Léon Blum de l'université" et expliquer tragiquement pourquoi ils n'interviendraient pas dans l'Espagne universitaire. C'est ce qui est arrivé à Ricoeur à Nanterre. Dans un premier temps, il a proclamé sur tous les toits qu'il s'engageait à permettre une véritable mise en place des libertés politiques et qu'il ne saurait être question de faire appel à la police. Puis constatant rapidement que ces libertés politiques sont incompatibles avec le fonctionnement régulier de l'université bourgeoise traditionnelle, il fut entraîné dans un cycle de limitations des libertés-répression. Enfin, dans un troisième temps, force lui fut de constater qu'il n'était plus maître de la situation. Toujours fidèle à son "idéalisme", il tenta alors de restaurer la sécurité sur le campus en laissant à la Police la possibilité de rentrer sur le campus pour y réprimer les troubles éventuels. Lorsqu'il s'aperçut qu'il ouvrait ainsi la porte à toutes les provocations policières, il était trop tard. Il avait ainsi fait la preuve, que quelles que soient les intentions des participationnistes, la participation ne peut en fin de compte être autre chose que la caution nécessaire au pouvoir pour mieux faire passer à l'université sa politique et pour appliquer sa répression. De cela, les étudiants ont été de plus en plus conscients et cette prise de conscience s'est effectuée au sein même des conseils de gestion. Ainsi doit être analysée aussi bien la démission d'élus d'UNEF-Renouveau et de l'abandon par ces militants de ce soi-disant Renouveau, que celle des représentants du MARC 200 à Nanterre. Loin d'offrir une quelconque garantie contre la répression, la participation ne peut donc que servir de caution à la politique policière du gouvernement ; il s'avère impossible de mener une lutte efficace contre les agressions du pouvoir et de cogérer dans le même temps son université.

b - La militarisation de l'Université.

Face aux participationnistes un certain nombre de militants ont eu tendance à considérer que le problème pouvait être posé en termes simplement militaires. Faisant une analyse erronée du rôle de la violence dans le mouvement révolutionnaire, ils en sont venus à considérer que la violence en soi possède une valeur révolutionnaire. Ils ont oublié que l'action violente ne peut prendre sa valeur que si elle est indissolublement liée à l'action politique c'est-à-dire aussi si elle est sous-tendue par une campagne d'explication politique et de justification de cette violence. Sinon, l'action apparaît, quelques soient ses véritables raisons et qu'elle soit ou non justifiée comme une simple action de commande plus ou moins anarchiste. Et lorsque l'on ne se sent plus lié par la nécessité de la justification politique de la violence, il arrive très rapidement que cette forme d'action soit utilisée spontanément sans qu'une analyse objective de la situation ait été effectuée. On aboutit ainsi à

une attitude de type spontanéiste qui perd de vue l'ensemble des problèmes pour ne s'attacher qu'à des aspects limités parfois marginaux. A terme cette attitude ne peut conduire qu'à un affaiblissement du mouvement révolutionnaire car elle le coupe complètement des masses et prête le flanc à tous les amalgames possibles entre "extrémistes de tous poils". Cette absence de volonté de globalisation et finalement de politisation des luttes explique que la répression ait pu se développer dans les lycées face à un mouvement lycéen dispersé et ne possédant plus aucune structure susceptible de mettre en place une véritable mobilisation. Comme si les résultats que ce genre de méthodes ont obtenu à Buffon ou à Louis Legrand ne suffisaient pas, certains comme la gauche prolétarienne voudraient généraliser ce genre d'action à l'université. Accentuant encore la groupuscularisation, ne se fiant qu'à un spontanéisme irresponsable, ils ont déclenché des actions militaires sans les faire précéder d'aucune véritable explication politique au sein de la masse des étudiants et des travailleurs. Adoptant la même attitude vis à vis de Ricoeur, des flics ou des commandos de la CGT, ils ont cru qu'une simple liquidation physique supprimerait les problèmes. Or, la plupart du temps, que ce soit à Vincennes, à Nanterre ou à Nice, les résultats de leurs actions ont été désastreux. Non seulement leur action a été totalement incomprise, mais encore la majorité des étudiants et des travailleurs, n'ont pas réagi aux menaces que de tels agissements faisaient peser sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Et lorsque, comme à Nice, les militants de la GP ont été les victimes directes de la répression, ils n'ont pas pu mettre en place une quelconque riposte de masse parce qu'ils se sont trouvés totalement coupés de ces masses qui devaient pourtant être leur base naturelle. Le refus de toute organisation, c'est-à-dire de toute possibilité de faire prendre conscience et de répondre aux problèmes posés dans leur ensemble, n'aboutit ainsi qu'à une impossibilité de définir des actions efficaces contre la répression et bien plus revient parfois à favoriser la tâche de cette répression.

c- La riposte de masse.

Face au réformisme et au spontanéisme pseudo-révolutionnaire le mouvement étudiant a su cependant se structurer pour mener un certain nombre de luttes de masse, en particulier contre la répression. S'il n'a pas su toujours contrôler efficacement l'ensemble des luttes qui se sont déroulées à l'Université puisqu'il a été incapable d'intégrer et d'empêcher les excès certains -dont la GP principalement- il a su cependant mener un certain nombre d'actions exemplaires pour, le mouvement puisqu'elles ont conduit à des victoires en faisant dépasser à ces luttes le simple cadre du milieu strictement étudiant. En effet, à Dauphine comme à Assas, une action politique commune avec les enseignants ont permis d'obtenir la levée de toutes les sanctions qui avaient été prises contre certains assistants de Dauphine avec l'accord de la clique du Renouveau, membres du conseil gestion transitoire ou contre l'assistant ABENSOUR à Assas, Il est d'ailleurs significatif que les militants enseignants soient de plus en plus victimes de mesures de répression, toutes plus subtiles les unes que les autres, allant de la mutation à la suspension avec traitement. Le pouvoir en effet conscient du danger que représente pour lui l'instauration d'un front unique étudiants-enseignants, tente ou d'éliminer les militants enseignants ou de les empêcher de participer à la lutte : un enseignant en disponibilité ne peut plus mener de luttes sur son lieu de travail puisqu'il n'a plus de lieu de travail. Toutes ces luttes menées avec les enseignants ont toujours débouché sur une politisation des problèmes posés. Ainsi jamais les menées fascistes à Nanterre et à Assas n'auraient pu être victorieusement combattues si parallèlement à l'auto-défense proprement dite, une explication

politique de la véritable signification de ces actions n'avait eu lieu. C'est même d'ailleurs à la lutte politique que revient en dernier ressort le crédit de la victoire. En effet, encore plus qu'une défaite militaire, c'est la déconfiture complète de la thèse gouvernementale qui a levé l'hypothèque fasciste à l'université. Grâce aux explications des militants, il est devenu clair que ceux qui ont été successivement des étudiants modérés voulant travailler, puis des extrémistes se heurtant à d'autres extrémistes n'étaient en réalité que des ersatz de flics. Et en fin de compte cela a obligé le gouvernement à réutiliser sa police contre le mouvement étudiant, c'est-à-dire à faire ce qu'il souhaitait éviter : endosser la responsabilité des événements à l'Université. Mais plus encore que dans la lutte contre la répression dans les facultés, c'est dans la campagne contre l'armée bourgeoise que le mouvement étudiant a trouvé sa véritable dimension. En effet, principalement à l'occasion des procès de Rennes, il a su parfaitement poser dans le pays, en partant des problèmes de répression, le problème véritable impliqué directement par l'existence même de l'armée bourgeoise. Oeuvrant en liaison avec les travailleurs, le mouvement étudiant a été capable de mener une lutte nationale structurée, de sensibiliser l'opinion non pas grâce à l'exploitation de la sensibilité des masses face à la répression militaires mais surtout par une explication politique dénonçant la fonction de l'armée dans le régime actuel. Les militants du mouvement de masse ont ainsi fait la preuve que la véritable lutte révolutionnaire passe toujours par une action politique de fond.

C'est indiscutablement dans cette voie que le mouvement étudiant doit poursuivre son action. Il doit prendre conscience que la lutte contre la répression est une lutte indispensable pour le mouvement étudiant.

Rien n'est plus faux que de croire qu'il suffit de crier "au loup", de faire vibrer la corde sensible des étudiants et d'organiser dans un coin un petit commando pour s'opposer victorieusement à la répression. D'ailleurs l'expérience de l'année passée a montré qu'à trop solliciter la solidarité de tout le monde à propos de tout et de n'importe quoi, on émousse inutilement les possibilités de réactions face à la véritable répression. Seule une lutte politique structurée peut réussir contre les agressions de la bourgeoisie et de ses valets. Comme toutes les luttes politiques, la lutte contre la répression ne doit pas être menée au jour le jour mais doit s'intégrer dans une action d'ensemble ; elle ne doit pas espérer obtenir toujours des victoires faciles et immédiates mais elle doit être menée comme une oeuvre de longue haleine ; elle ne doit pas enfin se limiter à des secteurs particuliers mais elle doit être en liaison avec toutes les autres luttes du mouvement étudiant.

Contre la répression, ORGANISONS la riposte de MASSE

III. Sélection.

L'évolution économique des dernières années et le développement des forces productives appellent une mutation qualitative du travail socialement nécessaire au processus de production.

"La nécessité d'une production toujours croissante et d'une intégration
"du progrès technique implique pour le capitalisme français une hausse
"générale de qualification et le développement de certaines structures
"d'activités aux dépens des autres".

On peut dégager ainsi les principaux traits de l'évolution actuelle de l'emploi :

- I/ nécessaire hausse moyenne. relative de la qualification.
- II/ développement des secteurs techniciens (scientifiques - gestionnaires...).
- III/ dégager une élite technocratique liée au patronat.

Face à ces besoins, l'université libérale était devenue un pôle réactionnaire, n'assurant la formation que d'une minorité destinée à des professions libérales. Elle avait pour rôle essentiel la transmission de l'idéologie bourgeoise et la justification idéologique des rapports de production capitaliste.

Cette contradiction entre les besoins et son enseignement la bourgeoisie fut amenée à la résoudre rapidement par la nécessité d'une adaptation au rythme de la concurrence internationale. C'est le sens du colloque de Caen et du Plan Fouchet. Il est utile à cet égard de rappeler les paroles de Pompidou en Mai 1965.

"Notre premier motif de réforme de l'enseignement est de la démocratiser
"le second motif c'est l'inadaptation de l'enseignement du second degré
"au monde moderne. Nous cherchons à mettre l'enseignement de plein pied
"avec les caractéristiques du monde d'aujourd'hui".

Pour la bourgeoisie au pouvoir, il faut résoudre la contradiction politique qui réside dans le rôle de l'université entre :

- la nécessité d'une hausse générale du niveau de qualification c'est-à-dire la reproduction élargie de la force de travail.
- la fonction idéologique de l'université qui doit amener la cohésion idéologique et politique de la future base sociale, masquer la réalité des rapports de production et mystifier les classes dominées par l'alibi de la promotion de quelques uns.

Ainsi faut-il pour la bourgeoisie au pouvoir répondre aux besoins à court terme de l'économie dans des limites quantitatives et qualitatives adéquates ne permettant en aucune manière la remise en cause de son ordre social.

Une deuxième contradiction, de nature économique celle-ci, réside entre le besoin de reproduction élargie de la force de travail, la hausse nécessaire de la valorisation de masse et le coût croissant de production de cette force de travail par rapport au refus de prise en charge par la société de ce coût.

La solution de ces contradictions réside d'une part dans la distinction entre université de masse et université d'élite, entre formation professionnelle et formation scientifique, entre cycle court et cycle long. D'autre part, par l'introduction du patronat. Ceci fut concrétisé dans les résultats du colloque de Caen.

La nécessité de parer rapidement aux besoins à court terme de l'économie conduisit le gouvernement à avorter du Plan Fouchet.

La crise de Mai conduisit à le remplacer par la Loi Faure en reprenant les thèmes des colloques de Caen et d'Amiens et en les dénaturant des mots d'ordre de Mai.

Ainsi glisse-t-on peu à peu vers le remplacement des vieux appareils scolaires par du nouveaux, mieux adaptés, entre lesquels la sélection joue le rôle de vanne d'orientation.

La restructuration et la rentabilisation de cette université soit disant démocratisée tourne autour de ce problème de la solution qu'il faut analyser au niveau des caractères de l'université et au niveau des moyens.

UNIVERSITE DE MASSE OU DEMOCRATISATION ?

Si l'incarnation la plus parfaite de la sélection, l'examen, présente tout le caractère de classe de l'université, il ne faut cependant pas oublier que l'examen n'est pas le seul processus sélectif et que s'il y a sélection à l'université, celle-ci ne fait que parachever celle déjà opérée auparavant et ce principalement dans le premier cycle.

- Au niveau de l'enseignement secondaire, il faut distinguer d'une part la différenciation des appareils scolaires, Et d'autre part la rigidification des sections et la répartition des bacheliers à l'université.

Ainsi dans l'enseignement secondaire, la distinction entre CES - CET CEG d'une part et lycées d'autre part permet elle dès la sixième une orientation pratiquement irréversible. A cela 2 raisons :

- L'école primaire en fait accentue l'héritage. culturel du milieu familial l'enseignement général qui y est donné n'est que l'acquisition des valeurs de la classe dirigeante.

Rôle de la morale, de l'instruction civique, des leçons de choses etc. Ceux qui présenteront les meilleures aptitudes à assimiler ces valeurs seront orientés vers les lycées, les autres vers les différents collèges.

- Une autre raison économique de nature sociale intervient aussi dans ce sens tandis que les collèges correspondent à un enseignement court (4 ans), le lycée suppose 7 ans d'études et ceci n'est pas dans les possibilités de toutes les familles.

Pour se convaincre de la nature de classe de cette distinction, il suffit de se reporter aux éloquentes tableaux statistiques -de Bourdieu et Passeron dans les "héritiers".

Ainsi les fils des milieux les moins aisés recevront-ils une qualification tech-

nique afin d'en faire des techniciens dont le capital a besoin à court terme et ce le plus rapidement possible et une formation générale minimum qui ne leur permette surtout pas la compréhension immédiate du processus de production mais qui facilite leur intégration au système

- Au niveau des diplômes, le baccalauréat n'est plus un laissé passé en terrain universitaire mais devient actuellement un système d'aiguillage.

On assiste à une réorganisation du secondaire accentuant la rigidification des sections.

La distinction antérieure classique - moderne déterminait une orientation outre scientifique et littéraire et traduisait aussi de façon moins évidente peut-être, la même nature de classe de l'Ecole, que la distinction lycée-collège. Les anciennes sections M' des lycées étant à la fois la passerelle et un mitigé des deux, Actuellement, la suppression de la seconde langue vivante dans les sections scientifiques si elle supprime les débouchés en Lettres et oriente de fait certain vers un enseignement plus scientifique rend irréversible cette orientation, tandis que la multiplication des sections accentue cette rigidification.

Ceci aboutit à ce que l'orientation des études s'effectue dès la quatrième et ce, de façon irréversible cette fois. La nature du bac détermine le choix de la fac. Ainsi l'offensive du pouvoir est très nette : fonder l'orientation presque essentiellement sur l'héritage socio-culturel, sur l'aptitude non plus à assimiler un enseignement pseudo-scientifique mais son contenu idéologique.

A cet égard, il est intéressant de rappeler la lutte qu'ont menée les camarades du Centre Dauphinois au début de cette année à propos de l'inscription dans ce centre des étudiants ayant un bac technique.

- Enfin au niveau des premiers cycles des facultés, on assiste au parachèvement de cette offensive, Plutôt que le projet Zamansky instituant l'examen d'entrée en fac, le gouvernement préfère appliquer une politique plus subtile. Le découragement et la sélection dans le premier cycle des facultés.

En fait la barrière entre premier et deuxième cycle est la dernière. Ceux qui ne la passeront pas iront rejoindre la grande masse de ceux qui deviendront des techniciens et des cadres inférieurs soit en entrant ouvertement dans la vie active, soit en passant par le biais d'écoles spécialisées techniciennes.

Deux exemples significatifs à ce propos :

- le projet de réforme des études de psycho-socio qui se traduit le plus concrètement dans le projet Anzieu.

Partant de la constatation qu'il y a trop d'étudiants dans ces disciplines, sans débouchés, recevant une formation générale les poussant à la remise en cause du système, le gouvernement déclare ne pas avoir besoin de psycho-sociologues.

En fait, la formation en sciences humaines et plus particulièrement en sociologie n'est pas correcte, mais on préfère biaiser avec les réalités scindant l'enseignement en deux : après un premier cycle de formation générale et après non pas tellement un examen mais un passage de tests (et c'est significatif - que juge-t-on ?

sur un test ?!). L'étudiant est autorisé à poursuivre ses études ou est impérativement orienté dans des instituts techniciens de psycho-sociologie.

- le refus d'homogénéisation des deux cycles du gouvernement. Alors qu'il se plia sans trop de difficulté aux revendications des camarades de Dauphine, il refusa toujours de céder sur ce point pour lui stratégique.

Ainsi pour le pouvoir s'agit-il d'orienter la grande masse des étudiants et lycéens vers un enseignement "court" et technicien et ceux aptes à s'intégrer à sa base sociale vers un enseignement général formant des futurs cadres moyens et supérieurs.

Ainsi l'augmentation quantitative de la scolarisation des effectifs dans les facultés ne peut pas être perçue comme l'indice d'une démocratisation de l'enseignement. Elle ne fait que masquer son caractère de classe qui apparaît clairement au niveau de la restructuration,

Il n'y a pas démocratisation de l'enseignement mais tout au plus tendance à créer une université de masse limitée aux enseignements courts et techniques afin de répondre à la nécessité de hausse générale de la qualification

Cependant, il ne faut pas être mécaniste à l'extrême et considérer en ça actuellement qu'une tendance. Si la machine est bien huilée, elle présente encore "quelques imperfections" mais peu graves pour le pouvoir. En effet, ses projets ne sont en rien contrariés si une petite quantité d'étudiants "inaptes" passe au travers des barrières c'est pour lui une caution sans danger tant qu'il la contient dans une proportion qu'il juge acceptable.

C'est par rapport à la rigidification des enseignements, au cloisonnement entre premier et second cycle des facultés qu'apparaît la nouvelle évolution de l'université, la distinction université de masse, université d'élite.

UNIVERSITE DE MASSE ET UNIVERSITE D'ELITE.

Cet aspect de l'université apparaît sans doute plus concrètement au niveau, de la restructuration toutefois il correspond à l'aspect "orientation" de la solution et traduit le caractère idéologique de l'université.

D'une manière concrète, on peut l'apprécier sous deux aspects : sous celui des différents cycles et des différentes options et sous celui de l'apparition des facultés concurrentielles.

De même qu'on assiste à un développement des IUT, des diverses écoles spécialisées etc... toutes les formes de l'enseignement supérieur dit court, on assiste parallèlement à une refonte des facultés traditionnelles.

Depuis le Plan Fouchet, la bourgeoisie est incapable de déterminer sa politique formation elle oscille entre une formation polyvalente permettant la mobilité géographique et le recyclage rapide et une formation spécialisée de moindre coût directement rentable, mais posant à moyen terme les problèmes de

.../...

face à l'évolution technologique. La pluridisciplinarité n'est qu'une formule bâtarde entre ces différentes politiques, Cette politique n'a en fait rien à voir avec la formation polyvalente qui vise à une formation dans des branches diverses, donnant des bases, méthodologiques et permettant l'adaptation à l'évolution technologique.

Aussi voit-on dans les facultés apparaître des enseignements nouveaux et différents et rappelant ceux des grandes écoles.

Il s'agit pour la bourgeoisie au pouvoir de répondre à deux nécessités : d'une part répondre aux besoins prioritaires à court terme de l'économie (scientifiques, gestionnaires) d'autre part de différencier les appareils scolaires qui formeront d'une part la future classe dirigeante et d'autre part ceux qu'on appelle les servants intellectuels du capital, qui n'auront comme fonction que la transmission, l'application, la production de l'idéologie dominante.

Au sein de l'université traditionnelle, médiane entre les IUT et les grandes écoles, on voit se former une ligne de clivage séparant les enseignements qui avec les IUT etc... constitueront l'université de masse et ceux qui rejoindront ceux des GE pour constituer l'université d'élite.

Où passe cette ligne, c'est difficile à déterminer actuellement. Cependant dans certaines facultés, on voit apparaître des différenciations au niveau des options que celles-ci se fassent dans le deuxième ou le premier cycle au moyen d'une politique particulièrement sélective qui détermine l'orientation. D'autre part, l'autonomie des facultés permet au pouvoir d'instituer le système des facultés concurrentielles, la remise en cause du caractère national des diplômes, la création d'universités spécialisées en fait pseudo-grandes écoles est un autre aspect de ce clivage

Ainsi le besoin pressant de gestionnaires conduit-il à créer sa fac pilote Dauphine, tandis que le caractère révolutionnariste de Vincennes, fait supprimer le caractère national du diplôme de telle sorte que la fac soit quasiment désertée.

Cette "nécessaire sélection par l'orientation" a été défendue par la fraction la plus technocratique de la majorité. Ainsi pour le recteur Capelle "il s'agit de favoriser une croissance équilibrée en la contrôlant, en diversifiant les voies; en assurant une régulation des effectifs". Pour cela deux moyens essentiels, le contrôle continu des connaissances et le maintien des examens, le premier défavorisant les étudiants salariés, le second se basant sur un bachotage actif et un héritage culturel qu'il s'agit de mettre en valeur le jour de l'épreuve. Dans les deux cas, les étudiants des couches les moins aisées sont lésés et ce sont eux que l'on retrouve dans les cycles courts. De plus, la mise en place de stage d'orientation à l'entrée des facultés remplace habilement l'examen d'entrée en faculté tandis que leurs décisions "impératives après un échec rappellent curieusement la limitation des redoublements de la réforme Fouchet.

Ce système de cycles courts et de cycles longs n'est qu'un premier pas vers une structure plus élaborée comprenant l'enseignement secondaire et débouchant sur des universités d'abord différenciées (par les moyens pédagogiques, par les professeurs les plus intéressants) puis sur des universités concurrentielles où le diplôme national sera aboli, où l'université passera "un contrat avec l'enseignant et l'étudiant » ; l'université s'entendant certainement comme une administration au service du patronat et qui choisit ses usagers.

Pour le pouvoir, il s'agit, par tous les moyens possibles, de rentabiliser l'université et aussi de lui faire remplir totalement sa fonction idéologique. C'est ce qui apparaît au niveau de ces distinctions mais qui ne sera clair qu'une fois connu le projet de restructuration. Mais la sélection en reste la pierre angulaire quelles que soient les méthodes.

LES METHODES.

La sélection est fondée sur l'aptitude à assimiler l'idéologie de la classe dominante et la possibilité de fournir l'assiduité nécessaire pour permettre le contrôle de cette assimilation. Autrefois cristallisée dans l'examen, elle prend des formes nouvelles tel le CCAC ou bien se manifeste indirectement au travers de quelques innovations gouvernementales comme la loi Debré.

Ainsi la solution cristallisée dans l'examen ancien ou nouveau modèle est-elle la clef de voûte de l'université bourgeoise (PLATE FORME - Etudiant de France).

I/ L'examen clef de voûte de l'université bourgeoise résume tous les aspects de l'université de classe en France

a) L'examen est un instrument d'intégration sociale et de mise en condition ; le bachotage est à la source de cette idée que "le travail" est un moyen privilégié de la promotion dans la société.

De plus, l'examen permet de tester l'absorption des valeurs idéologiques de la bourgeoisie; il implique l'acceptation du pouvoir de ceux qui détiennent le savoir dans la société.

b) L'examen est un instrument d'intégration sociale, il suffit de rappeler les études sociologiques de Bourdieu et Passeron à ce sujet.

c) L'examen est un instrument de hiérarchisation de la société; par exemple les concours de recrutement des maîtres du secondaire permettant de créer la caste des agrégés, la sous-caste des capésiens, etc... Ainsi est dégagée une prétendue "élite" et ce mythe de l'élite est élaboré.

d) L'examen est un instrument de sélection malthusienne en fonction des besoins et des limites définies par le budget de l'Etat,

e) L'examen est un instrument de répression : soit direct contre les militants politiques, soit indirect contre le mouvement du masse, en créant un climat d'insécurité à l'approche des examens, dont on sait qu'ils seront sévèrement jugés.

Le maintien d'examens nationaux, de concours, fait partie des nécessités qu'imposent l'existence d'appareils scolaires parties intégrantes de l'appareil d'Etat. Il est caractéristique de les retrouver à la fin d'enseignements relevant d'une fonction plus idéologique qu'économique (enseignants, médecins) ; la bourgeoisie, y compris pour ses servants intellectuels, se doit de maintenir l'unité idéologique la plus stricte : réussir l'agrégation ou le CAPES, c'est répondre aux normes bourgeoises standards. Examens et concours sont

indissociablement liés au contrôle des connaissances : qu'ils soient nationaux ou patronaux, ils doivent palier aux insuffisances ou aux faiblesses de certains enseignants dans le contrôle des connaissances. Ainsi tel industriel organisera ses propres méthodes de sélection ou les imposera à la faculté qui l'intéresse.

II/ La Réforme Faure, tenant compte de la sensibilité du milieu par rapport aux examens, sut intégrer une fois de plus les mots d'ordre de Mai en instituant un système de sélection plus subtile et permettant d'instituer d'une manière plus stricte un contrôle de nature idéologique.

Le contrôle continu semble être une des formes par laquelle la bourgeoisie tente de remettre en place son autorité idéologique sur les enseignés. L'université désertée par les étudiants qui ne passaient que leurs examens favorisait l'intérêt pour les luttes internationales, pour la réalité quotidienne de l'exploitation des travailleurs. Un contrôle des connaissances qui est plutôt un contrôle de l'assiduité, permet cette emprise idéologique sur les étudiants d'une manière moins superficielle. Ce contrôle des connaissances permet de même de restreindre l'entrée des fils de travailleurs et des enfants des couches les plus défavorisées de la petite bourgeoisie. Obligés de travailler, ceux-ci se retrouvent devant des jurys d'examens de fin d'année qui savent déjà que tel pourcentage minime. Enfin le contrôle des connaissances par sa présence multiple facilite l'application des plans de différenciation des diplômes qu'instaure la bourgeoisie. En effet, l'autonomie pédagogique relative (et je pense transitoire) permet l'instauration de deux types de contrôle : celui des professeurs réactionnaires s'intègre totalement dans la politique de Guichard, ils appliquent au contrôle la méthode de la sélection guillotine, des critères traditionnels. A l'opposé les enseignants les plus progressistes soutenus par le mouvement étudiant organisent l'annulation (limitée) de la sélection bourgeoise par le contrôle des connaissances (notes au-dessus de 12 pour tout le monde, etc...) Au centre les enseignants et étudiants réformistes sont pris dans les contradictions du système : pressés par le mouvement de masse, et cherchant à faire dans une certaine mesure correspondre leur analyse de la sélection (Bourgeoise) et leur pratique, ils organisent une sélection plus souple ; mais pour eux cette politique à des limites, incapables de se dégager du système idéologique et hiérarchique bourgeois, ils voient les diplômes qu'ils donnent, perdre de leur valeur sur le marché du travail, leurs étudiants obligés de passer des examens d'entrée dans d'autres facultés ; ils voient les équivalences avec leurs diplômes refusées. Devant ce processus, les réformistes assimilant acquis scientifique et acquisition des diplômes, rentrent dans le rang et organisent un contrôle plus sélectif. Mais le processus est enclenché ; des diplômes différents sont délivrés, l'enseignement national perd son unité. Cette politique s'applique surtout dans les facultés de Lettres et de Droit. Toute bataille sur le contrôle des connaissances (uniquement) facilite la différenciation des diplômes et la dévalorisation (voulue) de ces enseignements. Il est alors nécessaire de développer le contexte général et la signification de la sélection sur le plan du marché du travail, il faut marquer la dichotomie entre acquis scientifique et diplômes universitaires. Il faut remarquer à cet égard qu'un afflux d'étudiants aux concours et examens nationaux ne peut que contribuer à exacerber les contradictions de la sélection bourgeoise.

III/-La Loi Debré, une des dernières innovations du pouvoir institue le service militaire obligatoire à 19 ans et le renouvellement annuel et discrétionnaire en sursis. De tous temps la bourgeoisie a utilisé l'armée comme moyen d'intégration et de répression, maintenant elle l'utilise de plus comme moyen de sélection.

Le sursis est une invention de la classe bourgeoise désireuse d'éviter à ses enfants de perdre leur temps à l'armée dans des conditions aménagées pour des recrues venues des classes populaires. Le sursitaire est issu, en effet, dans la majorité des cas de la classe au pouvoir (cf. La réalité sociale de l'enseignement en France).

En même temps, le sursis est un moyen de pression efficace contre ceux qui "trahissent" les intérêts objectifs de la classe au pouvoir. En février 1969, onze étudiants, exclus de l'université, ont vu leur sursis se faire résilier. A la rentrée 1968, des centaines d'étudiants ont eu leur sursis supprimé. Debré s'est aperçu alors du l'intérêt de cette arme.

* Service militaire à dix-neuf ans.

* Sursis annuels à renouveler dont la décision est discrétionnaire.

Merveilleux instrument pour la restructuration de l'université bourgeoise, le sursis permettra alors de favoriser les cycles courts et de réduire les effectifs des disciplines non rentables.

S'enfermer dans la problématique du sursis-privilège, c'est s'interdire de résoudre la question. Le sursis est le produit de la conception capitaliste de l'armée ; celle-ci joue alors la rôle d'un instrument de sélection sociale en accentuant les privilèges fondés sur le savoir.

Répression contre les étudiants anti-capitalistes, exclusion d'un certain nombre d'étudiants de l'Université à 19 ans, la loi Debré instaure un examen indirect d'entrée en faculté.

La liaison Education Nationale - Ministère des Armées est impeccable.

Ainsi, la sélection et sa nature idéologique, cristallisée dans l'examen ancien au nouveau modèle, favorisée par d'autres mesures indirectes est-elle la clef de voûte de l'Université Bourgeoise.

IV, - Restructuration.

Le Sixième Plan nous apprend que la restructuration de l'université française doit être finie pour la fin de 1971 afin que ses objectifs soient atteints. L'échéance rapprochée veut dire que le mouvement étudiant doit être maté et le gouvernement est prêt, face à l'échec de sa politique d'intégration (participation) à employer le bâton, (on peut interpréter les incidents de Nanterre comme un test pour lui). En effet, cette année scolaire apparaît comme une année de luttes importantes pour le mouvement étudiant (1/3 des étudiants a fait en France plus d'un mois de grève). Le tactique de Guichard est simple: quand il sent un rapport de force défavorable il publie un décret, puis, quand les luttes se développent, il pousse en avant ses alliés des conseils de gestion. Cette tactique a deux avantages, premièrement elle permet de ne pas heurter de front le mouvement étudiant et d'éviter une riposte globale, elle donne au pouvoir des alliés conjoncturels (CTG, Mandarins réactionnaires en Médecine, etc...). On peut d'ailleurs remarquer que cette politique a permis au gouvernement de mettre en échec le mouvement étudiant dans les deux grandes batailles de cette année (médecine et langues), même si il a été contraint à des reculs tactiques, l'essentiel pour lui étant de préserver la mise en place d'un projet global de restructuration,. Si le mouvement étudiant veut sortir de la guérilla universitaire où le pouvoir tente de l'enfermer pour n'avoir avec lui que des affrontements sectoriels d'où sortira à chaque fois vainqueur le gouvernement, il nous faut déceler au travers de la tactique de Guichard la stratégie globale de la grande bourgeoisie, les failles et les contradictions que celle-ci accroît afin de les exploiter globalement et de choisir notre terrain d'attaque plutôt que de laisser l'initiative au pouvoir, seul moyen de mettre en échec les projets de la bourgeoisie.

1/ Université et plan

Les objectifs du plan reflétant les intérêts de la bourgeoisie au pouvoir, c'est dans le cadre de leur perspective d'ensemble qu'il est possible de voir l'évolution tendancielle de l'université et de comprendre la politique du pouvoir sur celle-ci. On peut remarquer que le rapport Montjoie (commissaire général au plan), malgré ses constatations fort justes sur l'état de sous-développement industriel où se trouve notre pays qui tend à en faire selon les propos de Lionel Stoléru "Le 51ème Etat des USA", donne toujours la primauté au politique par rapport à l'économique. Des exemples frappants : refus de toucher à un des secteurs les plus arriéré comme le bâtiment en raison des intérêts politiques mis en jeu (entrepreneurs, spéculateurs, promoteurs immobiliers sont des piliers de la base sociale du régime), augmentation du contingent de travailleurs immigrés pour les emplois productifs et gonflement des emplois improductifs où l'on espère que les français seront mieux intégrés, l'irrationalité économique sera accompagnée d'une forte hausse du taux d'exploitation rendu obligatoire pour dégager un surplus suffisant à la croissance et aux transformations structurelles nécessaires aux grandes industries pour leur compétition avec l'étranger. Pour le régime, ces mesures sont rendues inévitables par le fait qu'il n'a pas réussi à opérer un changement de sa base sociale. Si maintenant il peut, et cela aussi est très net dans le sixième Plan, se désintéresser des petits agriculteurs, il n'a pas pu rallier sous sa bannière les « servants intellectuels du capital" ce qui lui aurait permis de liquider le petit bourgeoisie et de rationaliser plus vite les circuits de distri-

bution ainsi que les formes archaïques de la production et de certains privilèges. Là le mouvement étudiant, s'il a déjà joué un rôle considérable, va voir son rôle s'accroître. En effet, pour réussir son passage au monopole, le capitalisme français est obligé d'opérer un changement de cette base sociale. En luttant pour placer les étudiants et les intellectuels aux côtés du prolétariat, l'UNEF, non seulement renforce ce dernier, mais accroît les contradictions du capitalisme. Dans la restructuration nécessaire économiquement de l'université, le pouvoir devra tenir compte de l'aspect politique. On peut d'ailleurs remarquer que, ces derniers temps, pour le gouvernement, le politique a primé sur l'économique, l'économique à court terme sur l'économique à long terme. Il est nécessaire maintenant de voir quels sont les projets gouvernementaux, en tenant compte des trois aspects : économique, politique et idéologique, et les modalités d'application de cette politique pour voir sur quelles contradictions le mouvement étudiant peut s'appuyer pour développer ses luttes.

La Réforme Edgar Faure avait deux préoccupations faire passer les résultats des colloques de Caen et d'Amiens dans la pratique et intégrer les masses étudiantes dans ces objectifs en reprenant, en les dénaturant évidemment, les mots d'ordre mis en avant par elles en Mai, ceci était d'autant plus facile que certaines revendications ressemblaient aux préoccupations de la bourgeoisie ; il n'y qu'un pas de l'autonomie des universités aux universités concurrentielles. Elle permettait une mise en place plus souple du plan Fouchet qui prévoyait déjà l'industrialisation de la recherche, le financement privé, le développement du technique, mais qui avait heurté de front universitaires et étudiants.

2/ L'autonomie la domination capitaliste sur la structure de formation

L'autonomie de la loi d'orientation était fondée sur trois points fondamentaux, financier, pédagogique et administratif. Ces aspects ne doivent pas masquer les nécessités actuelles pour le capitalisme français d'augmenter le niveau général de la qualification due au développement scientifique et technique de ces dernières années ce qui contraint également le capitalisme à diversifier la formation et orienter les étudiants dans plusieurs directions, tout en préservant une élite de cadres supérieurs rompus à toutes les pratiques technocratiques et directement liées au patronat (haut salaire, formation idéologique).

a) financement privé.

Vis à vis de cela, il apparaît que les moyens de financement seront les meilleurs moyens de pression et de diversification de l'enseignement et permettront une hégémonie des grosses firmes sur l'université. Le pouvoir tire ici les enseignements d'une politique appliquée dans le technique avec les taxes d'apprentissage. Les établissements ne peuvent vivre correctement qu'avec une aide extérieure ; les directeurs sont donc conduits à faire aux industries qui financent, des concessions, tant sur le plan du matériel employé que sur le contenu des programmes. Ces tendances n'ont cessé de s'accroître avec la création des IUT où les programmes sont "libres" (seulement un contrôle du ministère) et les contrats passés par le ministère avec certaines firmes. Peyrefitte signa un accord avec Olivetti et National au terme duquel ces maisons étaient chargées de former les professeurs de mécanographie comptable, en échange de quoi, elles auraient la monopole des contrats d'achats de machines pour les lycées techniques et IUT (la proportion entre les deux firmes était fixée). On voit l'avantage qu'en tiraient les deux

maisons : formation professionnelle sur leur matériel au frais de l'Etat, vente du matériel, les anciens élèves des lycées et IUT conseilleraient leurs machines dans leurs entreprises etc... en contrepartie il est facile de remarquer les inconvénients pour les élèves : sous formation technologique (connaissance des procédés que de deux marques au plus), aucune qualification pour ceux qui ne trouvent pas à s'employer dans des usines possédant ce type de machines. L'appel au financement externe en France est préféré à la création directe d'universités privées, même si depuis quelques temps il s'en crée un certain nombre, pour des raisons historiques. mais aussi économiques. Le mythe de la neutralité, de la laïcité des diplômes nationaux est ancré dans chaque français, des luttes politiques très dures autour de l'école parsemèrent la troisième république et l'école d'Etat neutre s'opposait aux écoles privées confessionnelles. Cette neutralité de l'école était de plus entretenue dans les masses populaires par le PCF présentant l'Etat comme neutre et au-dessus des classes, occupé seulement par la bourgeoisie. Celle-ci a tout intérêt à entretenir ce mythe le plus longtemps possible, bien que, depuis Mai 68, les luttes étudiantes ont remis ce fait en question et leur signification malgré l'aspect défiguré qu'elles ont dans l'opinion publique a été néanmoins perçu comme une remise en question de la neutralité du savoir et de l'Etat. Aussi la bourgeoisie tente, avant le discrédit total, de substituer à la neutralité, la notion d'intérêt national. Cette notion si elle se prête bien au contrôle du patronat sur l'enseignement peut apparaître contradictoire avec une domination complète ; ce fait ne gêne en rien les industriels qui préfèrent la domination de fait du système d'enseignement à la propriété, et ceci pour des raisons économiques. En effet aucune firme ne peut en France financer seule une école spécialisée ; d'autre part les entreprises ne veulent pas se charger de la formation de base, mais de celle des spécialistes. La création d'écoles maisons obligerait à une sélection à priori (obligation d'assurer les débouchés), alors que le système actuel permet un écrémage à posteriori (sur plusieurs centaines de diplômés, quelques uns sont embauchés à charge pour les autres de trouver du travail avec un diplôme ultra-spécialisé qui ne vaut rien). Souvent même se sont les non diplômés qui ont les postes, ce qui permet pour une même qualification de payer moins cher leur force de travail. On voit quel rôle jouera le financement privé dans la création de différentes universités concurrentielles et dans la restructuration même des facs. Les industriels laisseront à l'Etat la charge du premier cycle, mais ils prendront en charge certains seconds cycles et le plus grande partie des troisièmes cycles où se déroule la recherche. Les universités seront donc différemment cotées car il est évident qu'une université "riche" fournira généralement un enseignement de meilleure qualité et mieux adapté grâce à l'acquisition massive de matériel moderne. Ces financements prendront diverses formes soit des conventions du type de celles que nous mettons en annexe, soit des formes plus subtiles ainsi M. Hazebrouck, directeur de l'IUT de Saint-Denis est en même temps directeur de la société des agents commerciaux de France, directeur d'une feuille d'information patronale, PDG de Mobilier de France. Au lieu de financer tout un établissement dont seule une infime partie l'intéresse, le patronat institue d'autres pratiques ; le contrat avec un ou plusieurs enseignants, les contrats de recherche.

b) introduction du patronat.

Instituée par le vote des articles 8 et 20 de la Loi Faure, l'introduction du patronat est aujourd'hui consolidée par l'organisation et la réglementation de la vie de certaines UER; les patrons entrent dans les conseils d'administration de la manière la plus naturelle du monde : les décrets en décident ainsi. Des exemples on en trouve

partout : réforme des ENSI transformées en UER dans les conseils desquels les "personnalités extérieures" ont obligatoirement un tiers des sièges (le fait que des enseignants soient en plus de la profession et directement liés au patronat: donne à ce dernier tout pouvoir dans l'UER) et où le directeur choisira enseignants et personnalités ; ou encore l'UER de technologie à Clermont-Ferrand dont la création fut décidée par l'ADER, association regroupant professeurs et dirigeants des grosses industries locales. Cette UER patron, doit être l'embryon d'une véritable université de technologie. Non seulement les patrons s'introduisent dans l'appareil scolaire étatique, mais encore, ils en créent eux-mêmes, Le corps enseignant est formé de professeurs, de chercheurs et d'ingénieurs travaillant dans le privé., "Confronter l'enseignement avec le réel" était un des mots d'ordre de Mai, Faure va traduire par "liaison plus étroite entre l'université et le patronat" : ex-professeur dirigeant des entreprises, ou ingénieurs retournant "informer" les étudiants, voilà le nouveau visage de la neutralité enseignante, elle se concrétise au niveau de l'aspiration pour une partie du patronat d'introduire pour des contrats de deux ans des ingénieurs "à eux." dans l'enseignement (CELSA Michelin, IBM à Nanterre en Sciences Eco ou à Paris Sciences).

Les diplômes régionaux

Mais le financement privé et l'introduction du patronat ne sont pas les seuls moyens dont dispose Guichard pour arriver à ses fins "Mais l'égalité des enseignements est ancienne .. déclare-t-il... Aujourd'hui, ce sont les diplômés qui se font concurrence ... Il était temps de sortir d'une uniformité rigide qui étouffait l'innovation ou la condamnait à la clandestinité. Il est temps que l'on puisse enseigner la même discipline de plusieurs façons différentes et que l'on puisse l'associer à d'autres disciplines en assemblages divers". On retrouve ici tous les thèmes chers au gouvernement, concurrence, diversification, pluridisciplinarité. Avec ou sans l'aide du patronat Guichard doit effectuer leur mise en place rapide. Il. a promis que dès le printemps de cette année, les premiers diplômes régionaux seraient en vigueur (on peut remarquer que seul Vincennes voit cette mesure mise en application). Profitant du caractère spécifique de la faculté il y opère un test, mais le mouvement étudiant ne doit pas s'y tromper ; il laisse Vincennes isolé, le gouvernement aura les mains libres pour poursuivre et étendre cette pratique, ce qui entraînera à court terme une spécialisation de plus en plus grande des différents diplômes et une balkanisation plus importante du milieu, rendant la riposte de plus en plus difficile. Parcellisé, le mouvement étudiant aura de plus en plus de mal. à répondre aux attaques du patronat, il sera presque toujours vaincu, il devra se contenter d'une "guérilla universitaire"., dont les aspects négatifs nous apparaissent de jours en jours. Nous avons déjà expliqué plus haut les défauts des diplômes maisons. On peut remarquer ici que l'économique à court terme privilégie le long terme. En effet, la pratique de l'enseignement régional. rend la main d'oeuvre de plus en plus fixe, alors que seule une grande mobilité permet pour le travailleur la garantie de l'emploi. Fourastié a calculé qu'à notre époque un travailleur devrait en moyenne changer 3 à 4 fois de travail durant sa vie professionnelle. Ce type d'enseignement correspond de plus à un encadrement. idéologique de la bourgeoisie, renforcé non seulement par les ingénieurs. enseignants, mais aussi par la pratique de l'intégration à la firme, utilisé fréquemment aux USA ("en dehors d'elle tu n'es rien, avec elle tu peux aller loin"). Le rapport Ortolini-Montjoie est clair à ce sujet, "A un mandarinat qui réserverait les postes de direction aux individus sélectionnés par concours avant leur entrée

dans la vie active, il est préférable de substituer une politique de sélection de cadres fondée essentiellement sur les résultats obtenus par chacun". Cette, politique de "piston" a également l'avantage de renforcer l'emprise sur les cadres pour les intégrer dans la sphère capitaliste. A ce niveau également nous retrouvons pour la bourgeoisie française, la question essentielle pour elle de sa base de classe

4/ Le projet global

Le projet de la bourgeoisie peut apparaître ainsi sur un plan plus global :

a) sur le plan vertical, 3 grands axes :

- Les "Grandes Ecoles" et "Hyper-universités" (ex : Dauphine) chargées de reproduire les cadres du système. Forte dose idéologique dans un enseignement considéré comme hautement qualifié, stimulant et compétitif. Leurs produits sont destinés à rejoindre la classe dominante dont elle formera "l'armature technique" sur laquelle repose sa domination.
- Les Grandes Universités de pointe concurrentielles et autonomes, chargées de fournir au système la recherche fondamentale dont il a besoin. A l'image des grandes universités techniques américaines comme le MIT ou le CALTEC, elles doivent devenir pour la France les "pépinières de Prix Nobel..". Guichard soulignait à ce propos, le 18 Novembre dernier, que pour lui "la recherche appliquée n'est pas un dérivé de la recherche fondamentale", marquant bien ainsi que pour le patronat français il fallait créer deux sortes d'établissements d'études supérieures. Ces universités disposant de tout le matériel de recherche nécessaire, d'équipes d'enseignants chercheurs d'élite, auraient toute latitude pour coopter leur personnel et choisir leurs étudiants. D'où une sélection accrue pour ces derniers et un encadrement idéologique renforcé, du type de celui des classes préparatoires où le mythe de l'élite et de la réussite individuelle rend toute lutte de masse difficile.
- Les universités dites de masse accueillant la grande partie des étudiants, vouée à la formation professionnelle et à la recherche appliquée. Elles fonctionneraient en fait comme de vrais lycées (horaires lourds, pas de recherche personnelle dans les premières années), très liées aux patrons qui les subventionneront. Elles auront pour tâche de former en fait l'élite de la classe ouvrière, leur fonction est avant tout économique et l'on peut en voir les caractères généraux dans les IUT actuels.

b) sur le plan horizontal.

Le premier cycle serait coupé des facultés et confié soit à des professeurs formés spécialement, soit eux agrégés du secondaire. Toute recherche serait donc supprimée à ce niveau et nous assisterions en quelque sorte à un super lycée. Le rapport Capelle note à ce sujet "Il n'est pas envisagé actuellement d'aligner les enseignements des classes préparatoires aux grandes écoles sur ceux du premier cycle des facultés... Il est permis de se demander s'il ne serait pas intéressant de reconsidérer l'ensemble des enseignements parallèles et de les unifier dans un système de collèges universitaires suffisamment autonomes par rapport aux facultés et offrant au personnel très sélectionné qui conduit les classes supérieures des lycées, l'occasion d'appliquer leur expérience dans un cadre rénové". Si cette réforme n'est pas un projet immédiat, il est certain qu'elle sera appliquée dans un délai plus ou moins éloigné (au plus tard 1985 note "Entreprise"). La bourgeoisie surmonterait ainsi le barrage que constitue le baccalauréat. En effet, celui-ci est dans l'enseignement français une véritable pierre de touche. Le niveau de qualification requis à l'heure actuelle étant en

.../...

constante hausse, il fallait arriver à déplacer ce verrou. Le rôle historique et idéologique du baccalauréat rendait cette opération difficile. Il fallait donc la contourner. En effet, pour la petite bourgeoisie, celui-ci reste l'aboutissement d'espoirs et la chance pour leurs enfants de pouvoir un jour intégrer la classe dominante. A ce sujet, il n'y a qu'à voir le pays entrer en transe à l'approche des épreuves sacrées à la fin de Juin. On peut présager de la réforme en préparation en analysant la dernière réforme du baccalauréat et la création des bacs de techniciens et les modifications apportées à ceux-ci par rapport aux anciens brevets techniques, tant sur le contenu pratique que sur l'enveloppe idéologique. A cet égard deux points sont à remarquer : un renforcement idéologique important et le fait de transformer les brevets en bacs n'ont pas pour seul but d'attirer plus élèves dans cette voie, mais aussi d'instaurer un passage du mécanisme des techniques concrètes à celui des techniques abstraites, c'est-à-dire un renforcement de la base méthodologique (ex : le nouveau baccalauréat de technicien comptable a un programme similaire, non pas à l'ancien BSEC, mais au Brevet de Technicien Supérieur ; on assiste au niveau de l'enseignement général autrefois axé sur la vie active à un renforcement des notions abstraites à fort contenu idéologique).

5/ La sélection instrument de la restructuration

A y regarder de près ce projet de la bourgeoisie est doué d'une certaine cohérence et il a l'avantage de remplir les trois buts qu'elle lui assigne. Economiquement, s'il est mis en place, il fournira des travailleurs de différentes qualifications suffisamment diversifiés pour remplir tous les postes nécessaires ; sa forme pyramidale permettant d'employer les déchets à chaque niveau. Il n'y a donc pas d'investissements inutiles et ce système apparaît comme relativement rationnel. Politiquement, le maintien des grandes écoles, les universités concurrentielles, l'encadrement renforcé de toutes parts des conditions de travail excellentes pour les enfants chéris de la bourgeoisie constituent une meilleure tentative pour intégrer les servants intellectuels à la base sociale de la bourgeoisie et permettent de créer une sorte d'aristocratie ouvrière que la bourgeoisie pourra utiliser contre la classe ouvrière, affaiblissant ainsi son adversaire. Le fait qu'elle ait surmonté l'obstacle du baccalauréat lui a permis de plus de ne pas heurter de front la petite bourgeoisie alors que son changement de base de classe ne s'est encore opérée. Sur le plan idéologique, le système est actuellement en pleine crise ; non seulement, il fallait passer de la neutralité intellectuelle à la neutralité technique de l'intérêt national, mais aussi, il fallait colmater les brèches faites dans la vieille culture libérale, renforcer les mécanismes de répression idéologique, comme la sélection, l'individualisme, la promotion sociale. En ce sens, ce système est très bien conçu : les différents appareils laissent miroiter aux yeux des enfants de la petite bourgeoisie l'espoir secret d'arriver un jour au sommet de l'édifice et d'être reconnus par la classe dominante comme des leurs. Cet aspect va se trouver renforcé dans un premier temps, par le fait que la bourgeoisie va être obligée de renforcer les mécanismes sélectifs pour mettre en place une diversification de l'enseignement. Ce moyen ne sera certes pas le seul, Elle en a d'autres: dans les facultés de Lettres, nous voyons un exemple de ceux-ci. Dans un premier temps, campagne de presse affirmant qu'un certain nombre de disciplines sont inutiles ou sans débouchés (par exemple psycho ou sociologie) dans un deuxième temps, l'asphyxie financière, parallèlement mise en place d'un enseignement mieux adapté à ses besoins (dans ce domaine voir le nombre d'IUT de psycho-sociale, relations humaines dans

l'entreprise, carrières sociales, etc... qui ont été créés. Le caractère idéologique des formes de sélection joue aussi un rôle important dans la mystification des masses étudiantes. Le fait que le nombre des reçus soit pratiquement fixé à l'avance et connu de tous les étudiants, pourrait apparaître comme une erreur de la bourgeoisie qui dévoilerait ouvertement ses batteries, une perche que le mouvement étudiant pourrait saisir pour mobiliser et faire échec à une telle politique. En vérité, ce ne serait pas tenir compte des critères réels de la sélection, et croire qu'ils sont indissociables de la forme ; en vérité, cette publicité remplit un rôle spécifique : entretenir l'espoir de se trouver dans les élus et consentir quelques sacrifices à cet effet, ce qui permet un blocage important des luttes, car celles-ci ne seront jamais de toutes manières menées par tous les étudiants ; la peur pour chacun d'entre eux de perdre du temps par rapport à son voisin et de voir ainsi diminuer ses chances, réduit considérablement les capacités de riposte du mouvement étudiant. L'examen devient ainsi un but en soi, l'étudiant, angoissé perpétuellement, face à son devenir n'a qu'une vision en tête : réussir.

En fait, de plus en plus, il s'intègre et s'aperçoit qu'il n'a plus à penser par lui-même et que le seul intérêt pour lui est de s'élever dans la hiérarchie sociale ; dégoûté de ses études, seul subsiste pour lui cet espoir. Il n'est pas la peine d'insister ici sur le caractère répressif de ce système, vis à vis des militants politiques, et sur l'encadrement supplémentaire que constitue le contrôle continu des connaissances dans ses formes actuelles. Il est donc normal, dans ce contexte, que les études présentant un aspect sécurisant soient choisies de préférence par les étudiants. La complexité du système des nombreuses unités de valeurs, renforcera cette tendance, permettant une orientation vers les IUT de caractère plus stable. En effet, l'aspect pluridisciplinaire ne doit pas nous leurrer. De quoi s'agit-il en fait ? Une juxtaposition de connaissances bénéficiant d'un vague rapport entre elles, coupées de toute méthodologie assurant leur cohérence. Par ailleurs, l'aspect méthodologique est passé sous silence et seul, le caractère superficiel est retenu dans le but de permettre une formation rapide et spécialisée. D'autre part, dans l'état actuel des choses, il est possible au patronat d'imposer des examens sur mesure, de faire pression pour que telle ou telle UV soit créée, etc... tout en maintenant un vernis humaniste à l'enseignement donnant aux étudiants l'impression d'avoir un certain libre-arbitre dans la détermination de leurs études.

6/ Où en est la restructuration ?

On peut remarquer que le projet global a été contre carré par le refus du Référendum, ce qui a retardé la mise en place des CRESER (Conseils Régionaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) véritables gouvernements universitaires dont une partie des membres n'était pas élue mais désignée. présidé par le recteur qui, disposant, comme le soulignait le projet de loi, "des services de l'Etat", c'est-à-dire de l'armée et de la police, avait les moyens de maintenir l'ordre bourgeois. .../....

Les CRESER renforçaient par leur composition, la main mise du patronat sur l'université dans la situation transitoire où nous sommes. De même, le Conseil National (CNESER) n'a pu être mis en place. Ces contretemps rendent encore plus empirique la mise en place de la réforme, sans la rendre pour autant impossible.

La Commission de l'emploi pour le VI^{ème} Plan est consciente de ce retard dans la restructuration, comme le soulignent ces quelques phrases de son rapport :

"un divorce croissant va se faire jour entre les désirs professionnels créés par une scolarité prolongée et la nature des emplois offerts, aggravant ainsi les inadaptations entre l'offre et la demande de travail".

"Certes, les évolutions de notre appareil d'enseignement, l'arrivée sur le marché du travail de générations plus nombreuses et mieux formées, l'élévation du niveau de culture générale ont des incidences favorables sur la qualité de la force de travail, Les progrès importants de l'enseignement technique long, dont les effectifs se sont accrus en cinq ans de 56%, la sortie prévisible de quelque 25.000 jeunes diplômés des instituts universitaires de technologie (I.U.T.) vers 1975, constituent des éléments susceptibles de transformer, durant la période 1970-1975, certaines des tendances actuellement constatées sur le marché du travail".

"Mais on ne saurait oublier, au regard de ces éléments positifs, les inerties et les inadaptations considérables de notre système éducatif qui pèseront inéluctablement sur les générations entrant actuellement et durant les cinq années du Plan, dans la vie professionnelle : poids des jeunes sortant de l'appareil scolaire sans formation (qui représente actuellement environ le tiers d'une classe d'âge) "

Bien sûr, le problème est posé en termes purement économiques, mais il traduit bien cette difficulté d'adaptation de l'Université.

Il faut chercher ailleurs les causes du retard dans sa mise en place. On peut remarquer alors que Guichard avait promis les diplômes régionaux, il a été totalement incapable de mettre sa mesure en place (seul Vincennes est touché). L'état de la restructuration en province n'est guère plus brillante. Souvent les universités restent inchangées ou alors les séparations s'effectuent selon des critères qui n'ont rien à voir avec les soucis pluridisciplinaires du pouvoir (exemple : Toulouse : séparation géographique; ou plus souvent pression des mandarins; à Paris ZAMANSKY défend d'arrache pied "sa" fac des Sciences. Il sera intéressant à ce sujet de voir l'arbitrage rendu par le gouvernement qui nous permettra de nous rendre compte plus clairement de forces sur lesquelles il s'appuie principalement.).

Il est à remarquer que souvent ce sont les mandarins qui font la loi, bien souvent au détriment des intérêts du patronat. Nous retrouvons là une des contradictions importantes au milieu desquelles se débat le gouvernement : liquider la petite bourgeoisie traditionnelle en s'appuyant sur elle, celle-ci n'étant pas prête à fournir les capitaux pour financer la formation de cadres pour les grandes entreprises, cadres inutilisables par elle, qui accentueraient sa liquidation. Aussi s'accroche-t-elle désespérément au maintien du statu quo actuel, et trouve un appui pour cela sur les mandarins soucieux de ne pas perdre leurs privilèges et leur prestige face à la montée des professionnels dans l'enseignement. Le rôle de frein qu'a joué pour le gouvernement le fait que les réformistes se soient emparés des CTG est très minime, tant la déconsidération des Conseils a été rapide l'essentiel des décisions étant pris directement par Guichard. Seule la lutte de masse des étudiants peut mettre en échec les projets du capitalisme, non pas en menant cette lutte localement, ce qui au mieux, accentue les contradictions locales entre mandarins (CAEN), mais nationalement.

III^{ème} PARTIE : AXES DES LUTTES UNIVERSITAIRES

1) Non à la Participation

- * boycott systématique des élections,
- * refus de toute forme de participation déguisée, (collectif des groupes politiques et syndicaux en matière de libertés politiques par exemple),
- * dans toutes actions, mettre au pied du mur les CTG, en les forçant à donner leur position,
- * montrer la liaison entre la participation à l'Université et celle dans les entreprises (actionnariat, contrats de progrès, etc..) comme tentative pour intégrer les forces anti-capitalistes.

2) Non à l'austérité

Une lutte économique des étudiants (bourses, augmentations des prix de restaurants universitaires, des loyers en cité et en ville...) peut, dans la conjoncture politique actuelle se placer de fait, sur une base anti-capitaliste et être l'occasion d'une politisation du milieu. (débat sur le contexte de la crise économique, meetings).

L'action de masse engagée sur des tels objectifs, en la situant dans le contexte politique, amène les étudiants à s'engager politiquement au côté des travailleurs en lutte (refus de la défense du franc, de la répression).

Si elles sont bien définies politiquement, sur une base anti-capitaliste et non comme de simples actions corporatistes, de telles luttes économiques permettent une liaison politique avec les travailleurs qui subissent la répression et l'exploitation économique du patronat et du pouvoir d'Etat.

Plus concrètement, il faudra développer :

- l'explication à la population de la signification de nos luttes (contre la diminution du taux de bourses, l'augmentation des loyers, des repas...). Cela pourra se faire lors de débats sur la crise économique et politique.
- la solidarité avec les luttes ouvrières,
- possibilités de luttes communes avec les travailleurs des Oeuvres Universitaires (Cités et restau U face aux mesures de rentabilisation des services publics, avec tendances à l'auto-financement régional et recours aux capitaux privés.

C'est-à-dire, luttes communes :

sur le statut du personnel, contre les augmentations de cadences, les salaires de misère, les licenciements...

3) Non à la répression, pour les libertés politiques et syndicales.

- maintenir un rapport de force favorable au mouvement par des luttes de masses afin de briser toute tentative de répression

- élargir le front de lutte aux lycéens et aux enseignants.,
- refus de laisser appliquer les mesures d'exclusion,
- pas de fonctionnement de l'Université tant qu'il y aura un flic dedans,
- éliminer les bandes fascistes des facultés.

4) Non à la sélection :

NATIONALEMENT :

- * pas un seul patron dans les jurys d'examens,
 - * justification publique par les jurys des notes données
 - * droit d'appels Observateurs étudiants dans les jurys (ou commission de contrôle),
 - * reconnaissance des travaux collectifs dans la note finale, deuxième session obligatoire, *
 - * généralisation de l'examen avec documents (justifié politiquement car revendication anti bachotage)
 - * abolition des concours, remplacés par examens selon modalités avancées,
 - * mode unique de recrutement des enseignants du secondaire,
 - * suppression de l'examen de 1ère année (signification anti-sélective et anti-secondarisation du premier cycle);
- * POSSIBILITE DE CHOIX POUR L'ETUDIANT ENTRE CONTROLE CONTINU ET EXAMEN DE FIN D'ANNEE, PLUS DEUXIEME SESSION, SANS DEVALORISATION (important pour les étudiants salariés),
- * soutien des lycéens en lutte contre le Bac sélectif.

LOCALEMENT:

- * examen pour tous,
- * limitation du programme d'examen aux parties traitées (si le programme est d'étendue abusive),
- * rejet d'examens dont la signification "intégration sociale" est évidente (exemple le Grand Oral de Sciences Po),
- * droit de correction avant la note définitive.
- * diverses modalités de moyennes (TD, partiels, oral, mémoire) peuvent être avancées dans un objectif de diminution des caractères fondamentaux de l'examen (cf. signification politique des examens),

5) POUR UN MODE UNIQUE DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

a) Mode unique de recrutement menant au cadre unique :

- * un seul mode de recrutement de tous les enseignants du second degré,
- * un cadre unique des enseignants de l'école maternelle au collège de France,
- * ces objectifs remettent en cause :
 - la notion de degré à l'école instrument de sélection sociale,
 - la fonction professorale,
 - la hiérarchie.

.../...

b) liquidation par titularisation de l'auxiliariat :

- * tant qu'il y aura des auxiliaires, il y aura hiérarchie;
- * cet objectif accentue la contradiction qui existe entre la nécessité de la formation et son coût social, puisqu'elle fait disparaître la division des enseignants en catégories plus ou moins payées.

c) Augmentation massive du nombre des postes

d) Transformation des modalités et du contenu de l'enseignement

6) Lutte contre la rentabilisation capitaliste de l'Université :

- Briser les essais d'intégration des étudiants dans le bloc au pouvoir,

- Unité de l'Enseignement supérieur,

-rattachement des Grandes Ecoles, des Ecoles et facultés parisiens, des écoles d'Art et d'Architecture à l'Université.

-non aux diplômes régionaux.

- Pas de patron à l'Université,

- dénonciation de la Commission Mallet,

- Pas d'augmentation des restau. U. et des loyers en cités,

- Pas de licenciement du personnel des oeuvres.

7) Dénonciation idéologique et politique de la fonction de l'Université et de la société

Dans les secteurs productifs, cette dénonciation est intimement liée aux luttes engagées sur les objectifs précédents (professionnalisme, idéologie de l'élite, idéologie qui transparaît au travers de la formation et du devenir social...).

Dans les secteurs où l'idéologie bourgeoise intervient encore plus directement (Lettres, Sciences Humaines et Sciences Economiques...), cette dénonciation est un axe prioritaire du mouvement (refus des enseignements réactionnaires dénonciation de leur lien avec le système bourgeois, de leur rôle répressif...)

8) Lier les luttes des étudiants à celles des travailleurs

- * en replaçant la lutte des étudiants dans le cadre de la lutte des travailleurs, contre l'exploitation capitaliste;
- * en apportant notre soutien concret aux luttes des travailleurs, en popularisant ces luttes (objectifs, moyens de lutte et organisation);
- * en développant et expliquant aux travailleurs notre lutte anti-capitaliste à l'université (tracts à la population, manifestations, etc..).

Ainsi, nous rompons l'isolement politique entre le mouvement étudiant en lutte et les travailleurs, isolement exploité par la bourgeoisie pour créer les conditions d'une répression.

Cela ne peut être fait qu'en replaçant la lutte des étudiants dans le cadre de la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. Cela implique donc la mise en avant des mots d'ordre qui affirment clairement cette jonction, par exemple, la lutte contre l'austérité ou la lutte dans le secteur Santé. Cela signifie aussi que nous devons apporter notre soutien concret aux luttes des travailleurs, notamment en popularisant leurs objectifs, leurs moyens de lutte, leur forme d'organisation. Enfin il s'agit d'expliquer aux travailleurs notre lutte anti-capitaliste à l'Université, ce qui n'est possible qu'en avançant des mots d'ordre compréhensibles de la masse des travailleurs et en utilisant des formes de luttes correctes. A l'occasion de chaque lutte, nous devons la populariser par la contre-information systématique d'autant plus nécessaire que la presse bourgeoise cherche toujours à dénaturer nos luttes pour isoler le mouvement étudiant. Dans certaines occasions, à condition de ne pas se lier les mains, l'UNEF, lorsque cela renforce le mouvement, ne doit pas hésiter à participer à des initiatives des syndicats ouvriers et enseignants ou à les susciter, ce qui permet des rapports directs avec les travailleurs et les enseignants.

X

X x